

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 649**20 novembre 1997****SOMMAIRE**

AIRE D, Arab International Real Estate Development S.A., Luxembourg	page 31147	Polygram Holding and Finance S.A. , Luxembourg 31109	
All-Sport International S.A. , Luxembourg	31144	Provis Finance S.A. , Luxembourg	31145
Athos Holding S.A. , Luxembourg	31146	Regus Luxembourg S.A. , Luxembourg	31113, 31114
AVR Partners S.A. , Luxembourg	31126	Rente Plus, Sicav , Luxembourg	31151
Baillardel S.A. , Luxembourg	31126	Salux S.A. , Luxembourg	31146
Bakri Stempel, S.à r.l. , Bridel	31126	Sarine Finance S.A. , Luxembourg	31106
Bertophe S.A. , Luxembourg	31149	Scandinavian Company Luxembourg S.A. , Luxembourg	31141
Citi Islamic Portfolios, Fonds Commun de Placement , Luxembourg	31133	Shipping and Industry S.A. , Senningerberg	31142
Citi Islamic Portfolios S.A. , Luxembourg	31127	Shutter S.A.H. , Luxembourg	31105
Cofitex S.A. , Luxembourg	31149	Sibinvest S.A. , Luxembourg	31114
Compagnie de Participations Financières (Luxembourg) S.A. , Sandweiler	31141	SIV-Holding S.A. , Luxembourg	31142
Compagnie Financière Royale S.A. , Luxembourg 31150		Société d'Investissement Européen S.A. , Luxembourg	31140
Dyke Investment S.A.	31144	SOGERIM, Société de Gestion et de Réalisations Immobilières S.A. , Luxbg 31121, 31122, 31124, 31125	
Emosa International S.A. , Luxembourg	31151	Space Equipment S.A. , Luxembourg	31140
Eurofederal S.A. , Luxembourg	31149	Synet S.A. , Luxembourg	31149
Fonik S.A. , Luxembourg	31146	Tatamis Holding S.A. , Luxembourg	31147
Fontanina Holding S.A. , Luxembourg	31145	Templeton Global Strategy Funds, Sicav , Luxembourg	31150
Fortecolux Holding S.A. , Luxembourg	31147	Tetras Int. S.A. , Luxembourg	31143
France Luxembourg Invest, Sicav , Luxembourg	31148	Texfin International S.A. , Luxembourg	31146
Frazil S.A. , Luxembourg	31145	Topas S.A. , Luxembourg	31142
Hivesta S.A. , Luxembourg	31148	Transmideast S.A. , Luxembourg	31143
Indy S.A. , Luxembourg	31144	Triad-Egypt Corporation S.A. , Luxembourg	31143
Janek Holding S.A. , Luxembourg	31144	Unica Holding S.A. , Luxembourg	31143
Maestro, Sicav , Luxembourg	31152	Unipatent Holding S.A. , Luxembourg	31142
Morisa Luxembourg S.A. , Luxembourg	31145	Varius, Sicav , Luxembourg	31151
Nouvelle S.O.K.B. International S.A. , Luxembourg 31147			
Pastor International S.A. , Luxembourg	31148		

SHUTTER S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.
R. C. Luxembourg B 42.046.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire, tenue en date du 22 août 1997, que Monsieur Rodolphe Gerbes, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Luxembourg, a été nommé commissaire aux comptes, en remplacement de Monsieur Armand Berchem, démissionnaire.

Luxembourg, le 28 août 1997.

Pour extrait conforme
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 28 août 1997, vol. 497, fol. 7, case 5. — Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(32214/507/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 1997.

SARINE FINANCE S.A., Société Anonyme.
Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

—
STATUTS

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le douze août,
Par-devant Maître Reginald Neuman, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1.- TRUSTINVEST LIMITED, société de droit irlandais, avec siège social à Dublin 2, Irlande, ici représentée par Monsieur Pierre Lentz, licencié en sciences économiques, demeurant à Strassen, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 11 août 1997, ci-annexée;
- 2.- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern, ici représenté par Monsieur Riccardo Moraldi, docteur en sciences économiques, demeurant à Luxembourg, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 11 août 1997, ci-annexée;
- 3.- Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg, ici représenté par Monsieur Riccardo Moraldi, prénommé, spécialement mandaté à cet effet par procuration en date du 11 août 1997, ci-annexée.

Lesquels comparants, ès qualités qu'ils agissent, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux.

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Entre les personnes ci-avant désignées et toutes celles qui deviendraient par la suite propriétaire des actions ci-après créées, il est formé une société anonyme sous la dénomination de SARINE FINANCE S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Par simple décision du conseil d'administration, la société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Sans préjudice des règles du droit commun en matière de résiliation contractuelle, au cas où le siège de la société est établi par contrat avec des tiers, le siège de la société pourra être transféré sur simple décision du conseil d'administration à tout autre endroit de la commune du siège. Le siège social pourra être transféré dans toute autre localité du pays par décision de l'assemblée.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Pareille déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'un des organes exécutifs de la société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. La société est établie pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent, en restant toutefois dans les limites de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

Art. 5. Le capital souscrit est fixé à ITL 100.000.000,- (cent millions de lires italiennes), représenté par 1.000 (mille) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.

La société peut, dans la mesure et aux conditions prescrites par la loi, racheter ses propres actions.

Le capital autorisé est, pendant la durée telle que prévue ci-après, de ITL 5.000.000.000,- (cinq milliards de lires italiennes), qui sera représenté par 50.000 (cinquante mille) actions d'une valeur nominale de ITL 100.000,- (cent mille lires italiennes) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre, le conseil d'administration est autorisé, pendant une période de cinq ans prenant fin le 11 août 2002, à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé avec émission d'actions nouvelles. Ces augmentations de capital peuvent être souscrites avec ou sans prime d'émission, à libérer en espèces, en nature ou par compensation avec des créances certaines, liquides et immédiatement exigibles vis-à-vis de la société, ou même par incorporation de bénéfices reportés, de réserves disponibles ou de primes d'émission, ou par conversion d'obligations comme dit ci-après. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre.

Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir ou toute autre personne dûment autorisée, pour recueillir les souscriptions et recevoir en paiement le prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article.

Le conseil d'administration est encore autorisé à émettre des emprunts obligataires ordinaires, avec bons de souscription ou convertibles, sous forme d'obligations au porteur ou autre, sous quelque dénomination que ce soit et payables en quelque monnaie que ce soit, étant entendu que toute émission d'obligations, avec bons de souscription ou convertibles, ne pourra se faire que dans le cadre des dispositions légales applicables au capital autorisé, dans les limites du capital autorisé ci-dessus spécifié et dans le cadre des dispositions légales, spécialement de l'article 32-4 de la loi sur les sociétés. Le conseil d'administration déterminera la nature, le prix, le taux d'intérêt, les conditions d'émission et de remboursement et toutes autres conditions y ayant trait.

Un registre des obligations nominatives sera tenu au siège social de la société.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut pas excéder six ans par l'assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, l'administrateur désigné à cet effet par les administrateurs présents, le remplace.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président ou sur la demande de deux administrateurs.

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.

Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par lettre, télégramme, télex ou télécopie, ces trois derniers étant à confirmer par écrit.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 8. Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue des membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.

Art. 9. Les procès-verbaux des séances du conseil d'administration sont signés par les membres présents aux séances.

Les copies ou extraits seront certifiés conformes par un administrateur ou par un mandataire.

Art. 10. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale.

Art. 11. Le conseil d'administration pourra déléguer tout ou partie de ses pouvoirs de gestion journalière à des administrateurs ou à des tierces personnes qui ne doivent pas nécessairement être actionnaires de la société. La délégation à un administrateur est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par la signature conjointe de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul administrateur sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 13. La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés par l'assemblée générale qui fixe leur nombre et leur rémunération.

La durée du mandat de commissaire est fixée par l'assemblée générale. Elle ne pourra cependant dépasser six années.

Assemblée générale

Art. 14. L'assemblée générale réunit tous les actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour décider des affaires sociales. Les convocations se font dans les formes et délais prévus par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit dans la commune du siège social, à l'endroit indiqué dans la convocation, le 2^e mardi du mois d'avril à 15.00 heures.

Si la date de l'assemblée tombe un jour férié, elle se réunira le premier jour ouvrable qui suit.

Art. 16. Une assemblée générale extraordinaire peut être convoquée par le conseil d'administration ou par le(s) commissaire(s). Elle doit être convoquée sur la demande écrite d'actionnaires représentant le cinquième du capital social.

Art. 17. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne reconnaît qu'un propriétaire par action. Si une action de la société est détenue par plusieurs propriétaires en propriété indivise, la société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

Année sociale - Répartition des bénéfices

Art. 18. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Le conseil d'administration établit les comptes annuels tels que prévus par la loi.

Il remet ces pièces un mois au moins avant l'assemblée générale ordinaire au(x) commissaire(s).

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé cinq pour cent au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

Le conseil d'administration pourra verser des acomptes sur dividendes sous l'observation des règles y relatives.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital, sans que le capital exprimé ne soit réduit.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommées par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs.

Disposition générale

Art. 21. La loi du 10 août 1915 et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 1998. La première assemblée générale annuelle se tiendra en 1999.

Les premiers administrateurs et le(s) premier(s) commissaire(s) sont élus par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires suivant immédiatement la constitution de la société.

Par dérogation à l'article 7 des statuts, le premier président du conseil d'administration est désigné par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration de la société.

Souscription et Paiement

Les actions ont été souscrites comme suit par:

<i>Souscripteurs</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Montant souscrit et libéré en ITL</i>
1) TRUSTINVEST LTD, préqualifiée, neuf cent quatre-vingt-dix-huit actions	998	99.800.000,-
2) Monsieur John Seil, préqualifié, une action	1	100.000,-
3) Monsieur Henri Grisius, préqualifié, une action	1	100.000,-
Totaux: mille actions	1.000	100.000.000,-

cent millions de liras italiennes

Les actions ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de ITL 100.000.000,- (cent millions de liras italiennes) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société.

La preuve de tous ces paiements a été donnée au notaire soussigné qui le reconnaît.

Constataion

Le notaire instrumentant a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Frais et Estimation

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ soixante mille (60.000,-) francs luxembourgeois.

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est estimé à deux millions cent quinze mille six cents (2.115.600,-) francs luxembourgeois.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, ès qualités qu'ils agissent, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont à l'unanimité des voix, pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le nombre d'administrateurs est fixé à trois.

Sont appelés aux fonctions d'administrateur, leur mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 1999:

- 1) Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern;
- 2) Monsieur Henri Grisius, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Luxembourg;
- 3) Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Mamer.

L'assemblée générale extraordinaire nomme Monsieur John Seil aux fonctions de président du conseil d'administration.

Deuxième résolution

Est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes, son mandat expirant à l'issue de l'assemblée générale ordinaire à tenir en 1999:

Monsieur Georges Kioes, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Luxembourg.

Troisième résolution

Le siège social de la société est fixé au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: P. Lentz, R. Moraldi, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 19 août 1997, vol. 101S, fol. 25, case 4. – Reçu 21.160 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à ladite société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 1997.

R. Neuman.

(31661/226/210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

POLYGRAM HOLDING AND FINANCE S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-1643 Luxembourg, 2, rue de la Grève.

—
STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the fifth of August.

Before us, Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

1) POLYGRAM INTERNATIONAL HOLDING B.V., a company existing under the laws of The Netherlands, having its registered office in 4, Gerrit van der Veenlaan, NL-3740AA Baarn,

here represented by Mr Charles Lahyr, docteur en droit, residing in Esch-sur-Alzette,

by virtue of a proxy given in Baarn, on July 30th, 1997;

2) POLYGRAM INTERNATIONAL FINANCE B.V., a company existing under the laws of The Netherlands, having its registered office in 4, Gerrit van der Veenlaan, NL-3740 AA Baarn,

here represented by Mr Paul Marx, docteur en droit, residing in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given in Baarn, on July 30th, 1997.

The mentioned proxies will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing parties have decided to form amongst themselves a company (société anonyme) in accordance with the following Articles of Incorporation:

Art. 1. There exists a corporation (société anonyme) under the name of POLYGRAM HOLDING AND FINANCE S.A.

The registered office is established in Luxembourg.

If extraordinary events of a political, economic, or social character, likely to impair normal activity at the registered office or easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the corporation which, notwithstanding such provisional transfer of the registered office, shall remain a Luxembourg corporation.

The corporation is established for an unlimited period.

Art. 2. The purpose of the company is the acquisition, the management, the enhancement and the disposal of participations in whichever form in domestic and foreign companies. The company may also contract loans and grant all kinds of support, loans, advances and guarantees to companies, in which it has direct or indirect participation.

Furthermore, the company may acquire and dispose of all other securities by way of subscription, purchase, exchange, sale or otherwise.

It may also acquire, enhance and dispose of patents and licences, as well as rights deriving therefrom or supplementing them.

In addition, the company may acquire, manage, enhance and dispose of real estate located in Luxembourg or abroad.

In general, the company may carry out all commercial, industrial and financial operations whether in the area of securities or of real estate, likely to enhance or to supplement the above-mentioned purposes.

Art. 3. The corporate capital is fixed at eighty thousand Dutch Guilders (80,000.- NLG) represented by eight hundred (800) shares with a par value of one hundred Dutch Guilders (100.- NLG) each.

The shares may be registered or bearer shares, at the option of the holder, except those shares for which the Law prescribes the registered form.

The corporation's shares may be created, at the owner's option, in certificates representing single shares or two or more shares.

The company can proceed to the repurchase of its own shares within the bonds laid down by the law.

Should the corporate share capital be increased, the rights attached to the new shares will be the same as those enjoyed by the old shares.

Art. 4. The corporation shall be managed by a board of directors composed of at least three members, who need not be shareholders.

The directors shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be reeligible; they may be removed at any time.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining directors nominated by a general meeting of shareholders have the right to provisionally fill the vacancy, such decision to be ratified by the next general meeting.

Art. 5. The board of directors has full power to perform such acts as shall be necessary or useful to the corporation's object. All matters not expressly reserved to the general meeting by law or by the present Articles of Incorporation are within the competence of the board of directors.

The board of directors may elect a chairman; in the absence of the chairman, an other director may preside over the meeting.

The board can validly deliberate and act only if the majority of its members are present or represented, a proxy between directors, which may be given by letter, telegram, telex or telefax, being permitted. In case of emergency, directors may vote by letter, telegram, telex or telefax.

Resolutions shall require a majority vote. In case of a tie, the chairman has a casting vote.

The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more directors, managers or other officers. They need not be shareholders of the company. Delegation to a member of the board of directors is subject to a previous authorization of the general meeting.

The corporation is committed either by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of the delegate of the board.

Art. 6. The corporation shall be supervised by one or more auditors, who need not be shareholders; they shall be appointed for a period not exceeding six years and they shall be reeligible; they may be removed at any time.

Art. 7. The corporation's financial year shall begin on the first of October and shall end on the thirtieth of September.

Art. 8. The annual general meeting shall be held in Luxembourg at the registered office or such other place as indicated in the convening notices on the second Tuesday of February at 11.30 a.m.

If said day is a public holiday, the meeting shall be held on the next following working day.

Art. 9. Convening notices of all general meetings shall be made in compliance with the legal provisions. If all the shareholders are present or represented and if they declare that they have had knowledge of the agenda submitted to their consideration, the general meeting may take place without previous convening notices.

The board of directors may decide that the shareholders desiring to attend the general meeting must deposit their shares five clear days before the date fixed therefore. Every shareholder has the right to vote in person or by proxy, who need not be a shareholder.

Each share gives the right to one vote.

Art. 10. The general meeting of the shareholders has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. It shall determine the approbation and distribution of net profits.

The board of directors is authorized to pay interim dividends in accordance with the terms prescribed by law.

Art. 11. The Law of August 10th, 1915, on Commercial Companies, as amended, shall apply in so far as these Articles of Incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

1) The first fiscal year will begin on the date of formation of the Company and will end on the thirtieth of September nineteen hundred and ninety-seven.

2) The first annual general meeting will be held in the year one thousand nine hundred and ninety-eight.

Subscription and Payment

The Articles of Incorporation having thus been established, the above-named parties have subscribed the shares as follows:

1) The company POLYGRAM INTERNATIONAL HOLDING B.V., prenamed, seven hundred and ninety-nine shares	799
2) The company POLYGRAM INTERNATIONAL FINANCE B.V., prenamed, one share	1
Total: eight hundred shares	800

All these shares have been entirely paid up by payments in cash, so that the sum of eighty thousand Dutch Guilders (80,000.- NLG) is forthwith at the free disposal of the corporation, as has been proved to the notary.

Statement

The notary drawing up the present deed declares that the conditions set forth in Article 26 of the Law on Commercial Companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfillment.

Estimate of costs

The parties have estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatever form, which are to be borne by the corporation or which shall be charged to it in connection with its incorporation, at about eighty thousand Luxembourg francs (80,000.- LUF).

For the purpose of registration, the social capital is valued at one million four hundred and seventy-two thousand one hundred and sixty Luxembourg francs (1,472,160.- LUF).

Extraordinary general meeting

Here and now, the above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have proceeded to hold an extraordinary general meeting and, having stated that, it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

- 1) The number of directors is set at three and that of the auditors, at one.
- 2) The following are appointed directors:
 - a) Mr Jan T. Bolger, treasurer, residing in Blaricum (The Netherlands);
 - b) Mr Hugo-Gustaaf Segers, controller, residing in Sint Pieters Leeuw (Belgium);
 - c) Mr Charles Lahyr, docteur en droit, residing in Esch-sur-Alzette.
- 2) Has been appointed auditor:
KPMG AUDIT, réviseurs d'entreprises, having its registered office in Luxembourg.
- 4) The mandates of the directors and the auditor shall expire immediately after the annual general meeting of two thousand and three.
- 5) The registered office is fixed at L-1643 Luxembourg, 2, rue de la Grève.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French version; at the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English text will prevail.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le cinq août.

Par-devant Maître Frank Baden, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1) POLYGRAM INTERNATIONAL HOLDING B.V., société de droit néerlandais, ayant son siège social à 4, Gerrit van der Veenlaan, NL-3740 AA Baarn, ici représentée par Monsieur Charles Lahyr, docteur de droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Baarn, le 30 juillet 1997;
 - 2) POLYGRAM INTERNATIONAL FINANCE B.V., société de droit néerlandais, ayant son siège social à 4, Gerrit van der Veenlaan, NL-3740 AA Baarn, ici représentée par Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Baarn, le 30 juillet 1997.
- Les procurations prémentionnées resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme sous la dénomination de POLYGRAM HOLDING AND FINANCE S.A.

Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Si des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social feraient obstacle à l'activité normale de la société à son siège ou seraient imminents, le siège social pourra être provisoirement transféré par simple décision du conseil d'administration dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg et même à l'étranger, et ce jusqu'à la disparition desdits événements. Ces mesures provisoires n'affecteront pas la nationalité de la société qui restera une société luxembourgeoise malgré un tel transfert provisoire du siège social.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 2. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la Société peut acquérir et aliéner toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement.

Elle peut également acquérir, mettre en valeur et aliéner des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

De plus, la Société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et l'aliénation d'immeubles situés tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

Art. 3. Le capital social est fixé à quatre-vingt mille florins néerlandais (80.000,- NLG), représenté par huit cents (800) actions d'une valeur nominale de cent florins néerlandais (100,- NLG) chacune.

Les actions sont au porteur ou nominatives au choix de l'actionnaire, excepté pour celles dont la loi prescrit une forme nominative.

Les actions peuvent être créées au choix du propriétaire en certificats représentant des titres unitaires ou deux ou plusieurs titres.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions aux conditions prévues par la loi.

En cas d'augmentation du capital, les droits attachés aux nouvelles actions seront identiques à ceux des anciennes actions.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants, nommés par l'assemblée générale des actionnaires ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 5. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires sociales et faire tous les actes de disposition et d'administration qui rentrent dans l'objet social. Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par les présents statuts ou par la loi est de sa compétence.

Le Conseil d'Administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix du président la réunion est prépondérante.

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué.

Art. 6. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut pas dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 7. L'année sociale commence le premier octobre et finit le trente septembre de chaque année.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle se réunit le deuxième mardi du mois de février à onze heures trente à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée est reportée au premier jour ouvrable suivant.

Art. 9. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion. Tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 10. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Elle détermine l'attribution et la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à payer des dividendes intérimaires en conformité avec les dispositions légales en la matière.

Art. 11. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les dispositions de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses lois modificatives seront applicables.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente septembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1) La société POLYGRAM INTERNATIONAL HOLDING B.V., prénommée, sept cent quatre-vingt-dix-neuf actions	799
2) La société POLYGRAM INTERNATIONAL FINANCE B.V., prénommée, une action	1
Total: huit cents actions	800

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de quatre-vingt mille florins néerlandais (80.000,- NLG) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge à raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de quatre-vingt mille francs luxembourgeois (80.000,- LUF).

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à un million quatre cent soixante-douze mille cent soixante francs luxembourgeois (1.472.160,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
 - a) Monsieur Jan T. Bolger, trésorier, demeurant à Blaricum (Pays-Bas);
 - b) Monsieur Hugo-Gustaaf Segers, contrôleur, demeurant à Sint Pieters Leeuw (Belgique);
 - c) Monsieur Charles Lahyr, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette.
- 3) Est appelée aux fonctions de commissaire aux comptes: KPMG AUDIT, réviseurs d'entreprises, ayant son siège social à Luxembourg.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mil trois.
- 5) Le siège social est fixé à L-1643 Luxembourg, 2, rue de la Grève.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, constate que sur demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fera foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous, connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: C. Lahyr, P. Marx, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 6 août 1997, vol. 100S, fol. 101, case 6. – Reçu 14.648 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour expédition conforme, délivrée sur sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 août 1997.

F. Baden.

(31660/200/280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

REGUS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 42.802.

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le vingt-quatre juillet.

Par-devant, Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme REGUS LUXEMBOURG, avec siège social à Senningerberg, constituée suivant acte du notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 28 décembre 1992, publié au Mémorial Recueil Spécial C numéro 188 du 28 avril 1993.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Paul Marx, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette, qui désigne comme secrétaire, Madame Karin François, employée privée, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Monsieur Charles Lahyr, docteur en droit, demeurant à Esch-sur-Alzette.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- 1) Transfert du siège social de L-2633 Senningerberg, route de Trèves, 6 à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
 - 2) Modification subséquente de la première phrase de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante: «Le siège de la société est établi à Luxembourg.»
- II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.
- Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.
- Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.
- III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-2633 Senningerberg, route de Trèves, 6 à L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal de sorte que la première phrase de l'article 2 des statuts qui aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 2. Première phrase.** Le siège de la société est établi à Luxembourg.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: P. Marx, K. François, C. Lahyr, G. Lecuit.

Enregistré à Luxembourg, le 30 juillet 1997, vol. 100S, fol. 78, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

Pour copie conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1997.

G. Lecuit.

(31632/220/49) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

REGUS LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 42.802.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 18 août 1997.

G. Lecuit.

(31633/220/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

SIBINVEST S.A., Aktiengesellschaft.

Registered office: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the twelfth of August.

Before Us, Maître Reginald Neuman, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. TRUSTINVEST LTD, a company incorporated under the laws of Ireland having its registered office in Dublin 2, Ireland,

duly represented by Mr Pierre Lentz, lic. en sc. écon., residing in Strassen, by virtue of a proxy dated August 8th, 1997, which will remain annexed hereto;

2. Mr John Seil, lic. en sc. écon. applic., residing in Contern, duly represented by Mr Riccardo Moraldi, docteur en sc. écon., residing at Luxembourg, by virtue of a proxy dated August 11th, 1997, which will remain annexed hereto;

3. Mr Henri Grisius, lic. en sc. écon. applic., residing in Luxembourg, duly represented by Mr Pierre Lentz, prenamed, by virtue of a proxy dated August 11th, 1997, which will remain annexed hereto.

Such appearing parties, acting in the hereabove stated capacities, have drawn up the following articles of a joint stock company which they intend to organize among themselves.

Name - Registered office - Duration - Object - Capital

Art. 1. Between the above-mentioned persons and all those that might become owners of the shares created hereafter, a joint stock company (société anonyme) is herewith formed under the name of SIBINVEST S.A.

Art. 2. The registered office is in Luxembourg-City.

The company may establish branches, subsidiaries, agencies or administrative offices in the Grand Duchy of Luxembourg as well as in foreign countries by a simple decision of the board of directors.

Without any prejudice of the general rules of law governing the termination of contracts, in case the registered office of the company has been determined by contract with third parties, the registered offices may be transferred to any other place within the municipality of the registered office, by a simple decision of the board of directors. The registered office may be transferred to any other municipality of the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the shareholders, meeting.

If extraordinary events of a political, economic or social character, likely to impair normal activity at the registered office or the easy communication between that office and foreign countries shall occur, or shall be imminent, the registered office may be provisionally transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measure shall, however, have no effect on the nationality of the company which, notwithstanding the provisional transfer of its registered office, shall remain a Luxembourg company.

One of the executive organs of the company, which has powers to commit the company for acts of daily management, shall make this declaration of transfer of the registered office and inform third parties.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The purposes for which the company is formed are all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, the management, the control and the development of such participating interests.

The company may particularly use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities and patents of whatever origin, participate in the creation, the development and the control of any enterprise, acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities and patents, realize them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, have developed these securities and patents, grant to the companies in which it has participating interests any support, loans, advances or guarantees.

In general, the company may take any measure to safeguard its rights and make any transactions whatever which are directly or indirectly connected with its purposes and which are liable to promote their development or extension.

In all the operations indicated hereabove, as well as in its whole activity, the company will remain within the limits established by the law of July thirty-first, one thousand nine hundred and twenty-nine and by article 209 of the amended law of August 10th, 1915.

Art. 5. The subscribed capital of the company is fixed at USD 100,000.- (one hundred thousand US dollars) divided into 100 (one hundred) shares with a par value of USD 1,000.- (one thousand US dollars) each.

The shares are in registered or bearer form, at the option of the shareholders, subject to the restriction foreseen by law.

The company may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.

For the period foreseen herebelow, the authorized capital is fixed at USD 1,000,000.- (one million US dollars) to be divided into 1,000 (one thousand) shares with a par value of USD 1,000.- (one thousand US dollars) each.

The authorized and the subscribed capital of the company may be increased or reduced by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Furthermore, the board of directors is authorized, during a period of five years ending on August 11th, 2002, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital. Such increased amount of capital may be subscribed to and issued in the form of shares with or without an issue premium, to be paid-up in cash, by contribution in kind, by compensation with uncontested, current and immediately exercisable claims against the company, or even by incorporation of profits brought forward, of available reserves or issue premiums, or by conversion of bonds in shares as mentioned below.

The board of directors is especially authorized to proceed to such issues without reserving to the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued.

The board of directors may delegate to any duly authorized director or officer of the company, or to any other duly authorized person, the duties of accepting subscriptions and receiving payment for shares representing part or all of such increased amounts of capital.

After each increase of the subscribed capital performed in the legally required form by the board of directors, the present article is, as a consequence, to be adjusted to this amendment.

Moreover, the board of directors is authorized to issue ordinary or convertible bonds, or bonds with warrants, in bearer or other form, in any denomination and payable in any currency or currencies. It is understood that any issue of convertible bonds or bonds with warrants can only be made under the legal provisions regarding the authorized capital, within the limits of the authorized capital as specified hereabove and specially under the provisions of art. 32-4 of the company law.

The board of directors shall fix the nature, price, rate of interest, conditions of issue and repayment and all other terms and conditions thereof.

A register of registered bonds will be kept at the registered office of the company.

Board of directors and statutory auditors

Art. 6. The company is administered by a board of not less than three members, shareholders or not, who are elected for a term which may not exceed six years by the general meeting of shareholders and who can be dismissed at any time by the general meeting.

If the post of a director elected by the general meeting becomes vacant, the remaining directors thus elected, may provisionally fill the vacancy. In this case, the next general meeting will proceed to the final election.

Art. 7. The board of directors chooses among its members a chairman. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the directors present at the meeting designated to that effect by the board.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two directors.

The board can only validly debate and take decisions if the majority of its members is present or represented, proxies between directors being permitted with the restriction that a director can only represent one of his colleagues.

The directors may cast their vote on the points of the agenda by letter, telegram, telex or telefax, confirmed by letter.

Written resolutions approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings.

Art. 8. Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast and have to be voted by at least one A signatory director and by one B signatory director.

Art. 9. The minutes of the meetings of the board of directors shall be signed by all the directors having assisted at the debates.

Copies or extracts shall be certified conform by one director or by a proxy.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the company's interest. All powers not expressly reserved to the general shareholders, meeting by the law of August 10th, 1915, as subsequently modified, or by the present articles of incorporation of the company, fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The board of directors may delegate all or part of its powers concerning the daily management to members of the board or to third persons who need not be shareholders of the company. The delegation to a member of the board is subject to a previous authorization of the general meeting of shareholders.

Art. 12. Towards third parties, the company is in all circumstances committed either by the joint signatures of one A and one B signatory director or by the individual signature of the delegate of the board acting within the limits of his powers. In its current relations with the public administration, the company is validly represented by one director, whose signature legally commits the company.

Art. 13. The company is supervised by one or several statutory auditors, shareholders or not, who are appointed by the general meeting, which determines their number and their remuneration, and who can be dismissed at any time.

The term of the mandate of the statutory auditor(s) is fixed by the general meeting of shareholders for a period not exceeding six years.

General meeting

Art. 14. The general meeting represents the whole body of shareholders. It has the most extensive powers to carry out or ratify such acts as may concern the corporation. The convening notices are made in the form and delays prescribed by law.

Art. 15. The annual general meeting will be held in the municipality of the registered office at the place specified in the convening notice on the first Monday of the month of June, at 14.00 o'clock.

If such day is a holiday, the general meeting will be held on the next following business day.

Art. 16. The directors or the auditor(s) may convene an extraordinary general meeting. It must be convened at the written request of shareholders representing twenty per cent of the company's share capital.

Art. 17. Each share entitles to the casting of one vote. The company will recognize only one holder for each share; in case a share is held by more than one person, the company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the company.

Business year - Distribution of profits

Art. 18. The business year begins on January 1st and ends on December 31st of each year.

The board of directors draws up the annual accounts according to the legal requirements.

It submits these documents with a report of the company's activities to the statutory auditor(s) at least one month before the statutory general meeting.

Art. 19. At least five per cent of the net profit for the financial year have to be allocated to the legal reserve fund. Such contribution will cease to be compulsory when the reserve fund reaches ten per cent of the subscribed capital.

The remaining balance of the net profit is at the disposal of the general meeting.

Advances on dividends may be paid by the board of directors in compliance with the legal requirements.

The general meeting can decide to assign profits and distributable reserves to the amortization of the capital, without reducing the corporate capital.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. The company may be dissolved by a decision of the general meeting voting with the same quorum as for the amendment of the articles of incorporation.

Should the company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, legal or physical persons, appointed by the general meeting which will specify their powers and remunerations.

General dispositions

Art. 21. The law of August 10th, 1915, on Commercial Companies as subsequently amended shall apply in so far as these articles of incorporation do not provide for the contrary.

Transitory dispositions

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on the December 31st 1998.

The first annual general meeting shall be held in 1999.

The first directors and the first auditor(s) are elected by the extraordinary general shareholders, meeting that shall take place immediately after the incorporation of the company.

By deviation from article 7 of the articles of incorporation, the first chairman of the board of directors is designated by the extraordinary general shareholders, meeting that designates the first board of directors of the company.

Subscription and payment

The shares have been subscribed to as follows:

Subscriber	Number of shares	Amount subscribed to and paid-up in USD
1) TRUSTINVEST LTD, prenamed, ninety-eight shares	98	98,000
2) Mr John Seil, prenamed, one share	1	1,000
3) Mr Henri Grisius, prenamed, one share	1	1,000
Total: one hundred shares	100	100,000

one hundred thousand (100,000.-) US dollars.

The subscribed shares have been entirely paid up in cash, so that the company has now at its disposal the sum of USD 100,000.- (one hundred thousand US dollars) as was certified to the notary executing this deed.

Verification

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed in art. 26 of the law on commercial companies of August 10th, 1915, as subsequently amended have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Expenses and estimation

The amount of the expenses for which the company is liable as a result of its formation is approximately fixed at one hundred and five thousand (105,000.-) Luxembourg francs.

For the purpose of registration, the subscribed capital is estimated at three million eight hundred and forty-seven thousand six hundred (3,847,600.-) Luxembourg francs.

Extraordinary general meeting

The above-named parties, acting in the hereabove stated capacities, representing the whole of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, then held an extraordinary general meeting and unanimously passed the following resolutions:

First resolution

1. The number of directors is fixed at three.

The following have been elected as directors, their mandate expiring at the issue of the annual general meeting to be held in 1999:

A signatories

- Mr Akhtyam Z. Idrisov, company director, residing in Russia, 625026 Tyumen, 143-a, Respubliki St.

B signatories

- Mr Henri Grisius, prenamed,

- Mr John Seil, prenamed.

Mr Akhtyam Z. Idrisov is elected as chairman of the board of directors.

Second resolution

2. The following has been appointed as statutory auditor his mandate expiring at the issue of the annual general meeting to be held in 1999:

Mr Georges Kioes, lic. en sc. comm. et fin., residing in Luxembourg.

Third resolution

3. The company's registered office is located at Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that at the request of the above-named persons, this deed is worded in English followed by German translation; at the request of the same appearing persons, in case of divergences between the English and German texts, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their names, civil status and residences, said persons appearing signed together with Us, the notary, this original deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorhergehenden Textes

Im Jahre eintausendneunhundertsebenundneunzig, am zwölften August.

Vor uns Notar Reginald Neuman, mit Amtswohnsitz zu Luxemburg.

Sind erschienen:

1. TRUSTINVEST LIMITED, eine Gesellschaft irländischen Rechts, mit Sitz in Dublin 2, Irland, hier vertreten durch Herrn Pierre Lentz, lic. en sc. écon., wohnhaft in Strassen, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 8. August 1997, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt bleibt;

2. Herr John Seil, lic. en sc. écon. applic., wohnhaft in Contern, hier vertreten durch Herrn Riccardo Moraldi, docteur en sc. écon., wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 11. August 1997, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt bleibt;

3. Herr Henri Grisius, lic. en sc. écon. applic., wohnhaft in Luxemburg, hier vertreten durch Herrn Pierre Lentz, vorgeannt, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht ausgestellt in Luxemburg, am 11. August 1997, welche gegenwärtiger Urkunde beigelegt bleibt.

Vorgenannte Personen ersuchen den unterzeichneten Notar, die Satzungen einer von ihnen zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Benennung - Sitz - Dauer - Gesellschaftszweck - Kapital

Art. 1. Zwischen den Vertragsparteien und allen Personen, welche später Aktionäre der Gesellschaft werden, wird eine Aktiengesellschaft (société anonyme) unter der Bezeichnung SIBINVEST S.A. gegründet.

Art. 2. Sitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt.

Durch einfachen Beschluß des Verwaltungsrates können Niederlassungen, Filialen und Tochtergesellschaften, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Unbeschadet der Regeln des allgemeinen Rechtes betreffend die Kündigung von Verträgen, falls der Gesellschaftssitz aufgrund eines Vertrages mit Drittpersonen festgesetzt wurde, kann, durch einfachen Beschluß des Verwaltungsrates, der Sitz der Gesellschaft an jede andere Adresse innerhalb der Gemeinde Luxemburg verlegt werden. Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluß der Generalversammlung an jeden beliebigen Ort im Großherzogtum verlegt werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder von diesem Sitz mit dem Ausland durchaußergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend und bis zur völligen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Diese einstweilige Maßnahme betrifft jedoch in keiner Weise die Nationalität der Gesellschaft, die unabhängig von dieser einstweiligen Verlegung des Gesellschaftssitzes, luxemburgisch bleibt.

Die Bekanntmachung an Dritte von einer derartigen Verlegung hat durch die Organe zu erfolgen, die mit der täglichen Geschäftsführung beauftragt sind.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt.

Art. 4. Die Gesellschaft hat zum Zweck, alle Operationen, welche direkt oder indirekt zum Erwerb führen von Beteiligungen unter irgendwelcher Form an irgendwelchen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Kontrolle und Verwertung dieser Beteiligungen.

Sie kann ihre Aktiva verwenden für die Schaffung, Verwaltung, Entwicklung, Verwertung und Liquidation eines Portfolios, das sich aus allen Arten von Wertpapieren und Patenten zusammensetzt, sowie zum Erwerb von Wertpapieren und Patenten durch Einlagen, Zeichnung, Festübernahme, Kaufoption oder auf jede andere Art und Weise. Die Gesellschaft kann diese Wertpapiere durch Verkauf, Übertragung, Austausch oder sonstwie realisieren, diese Wertpapiere und Patente auswerten, den Unternehmen, an denen sie beteiligt ist, jede Art von Unterstützung, Darlehen, Vorschüssen oder Garantien gewähren.

Die Gesellschaft wird alle Maßnahmen zur Wahrung ihrer Rechte ergreifen und jede Art von Geschäften abschließen, die mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind oder diesen fördern.

In ihren sämtlichen Geschäftstätigkeiten bleibt die Gesellschaft im Rahmen des Gesetzes vom 31. Juli 1929 und des Artikels 209 des abgeänderten Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Art. 5. Das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft beträgt USD 100.000,- (einhunderttausend US Dollar), eingeteilt in 100 (einhundert) Aktien mit einem Nominalwert von je USD 1.000,- (eintausend US Dollar).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Die Gesellschaft kann im Rahmen des Gesetzes und gemäß den darin festgelegten Bedingungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das genehmigte Kapital wird, für die nachstehend aufgeführte Dauer, auf USD 1.000.000,- (eine Million US Dollar) festgesetzt, eingeteilt in 1.000 (eintausend) Aktien mit einem Nominalwert von je USD 1.000,- (eintausend US Dollar).

Das genehmigte und das gezeichnete Aktienkapital der Gesellschaft können erhöht oder reduziert werden, durch Beschluß der Generalversammlung der Aktionäre, welcher wie bei Satzungsänderungen zu fassen ist.

Desweiteren ist der Verwaltungsrat ermächtigt, während einer Dauer von fünf Jahren, endend am 11. August 2002, das gezeichnete Aktienkapital ganz oder teilweise im Rahmen des genehmigten Kapitals zu erhöhen, durch Ausgabe von neuen Aktien. Diese Kapitalerhöhungen können durch Zeichnung, mit oder ohne Emissionsprämie durchgeführt werden mittels Einzahlung durch Bareinlagen, Sacheinlagen oder durch Umwandlung von unbestrittenen, bestimmten und unverzüglich forderbaren Guthaben bei der Gesellschaft, oder auch durch Umwandlung von nicht verteilten Gewinnen, Reserven oder Emissionsprämien, oder von Obligationen wie nachstehend erwähnt.

Der Verwaltungsrat ist im besonderen ernächtigt, neue Aktien auszugeben, ohne dabei den alten Aktionären ein Vorzugsrecht einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied, Direktor, Prokurist oder jede andere ordnungsgemäß bevollmächtigte Person beauftragen, die Zeichnungen der neu auszugebenden Aktien und die Zahlung für die Aktien, welche die ganze oder teilweise Kapitalerhöhung darstellen, entgegenzunehmen.

Nach jeder durch den Verwaltungsrat durchgeführten und rechtmäßig beurkundeten Kapitalerhöhung ist dieser Artikel automatisch anzupassen.

Der Verwaltungsrat ist außerdem ermächtigt Anleihen auszugeben, sei es in Form einfacher Anleihen, von Optionsanleihen oder von Wandelanleihen, sei es in Form von Inhaberoobligationen oder in anderer Form, unter welcher Bezeichnung auch immer und zahlbar in jeder Währung, jedoch mit der Maßgabe, daß die Ausgabe von Wandelobligationen oder Optionsanleihen nur im Rahmen des oben genannten genehmigten Kapitals sowie in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Vorschriften über die Schaffung eines genehmigten Kapitals und insbesondere des Artikels 32-4 des Gesetzes über die Handelsgesellschaften erfolgen kann.

Der Verwaltungsrat bestimmt die Art, den Preis, den Zinssatz, die Ausgabe- und Rückzahlungsbedingungen, sowie alle anderen Bedingungen im Zusammenhang mit dieser Ausgabe. Ein Register bezüglich der auf den Namen laufenden Schuldverschreibungen wird am Gesellschaftssitz geführt.

Verwaltung - Überwachung

Art. 6. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, die keine Aktionäre sein müssen, welche von der Generalversammlung für eine Dauer ernannt werden, die sechs Jahre nicht überschreiten darf. Sie können von der Generalversammlung jederzeit abberufen werden.

Wird die Stelle eines von der Generalversammlung bestellten Verwaltungsratsmitgliedes frei, können die so ernannten verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder, das frei gewordene Amt vorläufig besetzen. In diesem Fall erfolgt die endgültige Wahl durch die nächste Generalversammlung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat wählt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden. Im Falle der Verhinderung des Vorsitzenden übernimmt das vom Verwaltungsrat bestimmte Mitglied dessen Aufgabe.

Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder auf Antrag von zwei Verwaltungsratsmitgliedern einberufen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlußfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist, wobei ein Verwaltungsratsmitglied jeweils nur einen Kollegen vertreten kann.

Die Verwaltungsratsmitglieder können ihre Stimme auch schriftlich, fernschriftlich, telegraphisch oder per Telefax abgeben. Fernschreiben, Telegramme und Telefaxe müssen schriftlich bestätigt werden.

Ein schriftlich gefaßter Beschluß, der von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigt und unterschrieben ist, ist genauso rechtswirksam wie ein anlässlich einer Verwaltungsratssitzung gefaßter Beschluß.

Art. 8. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen und müssen obligatorisch von einem Verwaltungsratsmitglied der Unterschriftskategorie A zusammen mit einem Verwaltungsratsmitglied der Unterschriftskategorie B getroffen werden.

Art. 9. Die Protokolle der Sitzungen des Verwaltungsrates werden von den in den Sitzungen anwesenden Mitgliedern unterschrieben.

Die Beglaubigung von Abzügen oder Auszügen erfolgt durch ein Verwaltungsratsmitglied oder durch einen Bevollmächtigten.

Art. 10. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und die Gesellschaft im Rahmen des Gesellschaftszweckes zu verwalten. Er ist für alles zuständig, was nicht ausdrücklich durch das Gesetz und durch die vorliegenden Satzungen der Generalversammlung vorbehalten ist.

Art. 11. Der Verwaltungsrat kann seinen Mitgliedern oder Dritten, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen, seine Befugnisse zur täglichen Geschäftsführung übertragen. Die Übertragung an ein Mitglied des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Art. 12. Die Gesellschaft wird nach außen verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von einem Verwaltungsratsmitglied der Unterschriftskategorie A zusammen mit einem Verwaltungsratsmitglied der Unterschriftskategorie B oder durch die Einzelunterschrift eines im Rahmen der ihm erteilten Vollmachten handelnden Delegierten des Verwaltungsrates. Im laufenden Verkehr mit den Behörden wird die Gesellschaft durch die Unterschrift eines Mitgliedes des Verwaltungsrates rechtsgültig vertreten.

Art. 13. Die Tätigkeit der Gesellschaft wird durch einen oder mehrere von der Generalversammlung ernannte Kommissare überwacht, welche nicht Aktionäre sein müssen, die ihre Zahl und ihre Vergütung festlegt.

Die Dauer der Amtszeit der Kommissare wird von der Generalversammlung festgelegt. Sie kann jedoch sechs Jahre nicht überschreiten.

Generalversammlung

Art. 14. Die Generalversammlung vertritt alle Aktionäre. Sie hat die weitestgehenden Vollmachten, um über die Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden. Ihre Beschlüsse sind bindend für die Aktionäre welche nicht vertreten sind, dagegen stimmen oder sich enthalten. Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt gemäß den Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 15. Die jährliche Generalversammlung tritt in der Gemeinde des Gesellschaftssitzes an dem im Einberufungsschreiben genannten Ort zusammen und zwar am ersten Montag des Monats Juni jeden Jahres um 14.00 Uhr.

Falls der vorgenannte Tag ein Feiertag ist, findet die Versammlung am ersten nachfolgenden Arbeitstag statt.

Art. 16. Der Verwaltungsrat oder der oder die Kommissare können eine außerordentliche Generalversammlung einberufen. Sie muß einberufen werden, falls Aktionäre, die mindestens 20% des Gesellschaftskapitals vertreten, einen derartigen Antrag stellen.

Art. 17. Jede Aktie gibt ein Stimmrecht von einer Stimme. Die Gesellschaft wird nur einen Träger pro Aktie anerkennen; für den Fall, wo eine Aktie mehreren Personen gehört, hat die Gesellschaft das Recht, die Ausübung aller Verfügungsrechte, welche dieser Aktie anhaften, zu suspendieren, und zwar solange bis der Gesellschaft gegenüber ein einziger Eigentümer ernannt wird.

Geschäftsjahr - Gewinnverteilung

Art. 18. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember jeden Jahres.

Der Verwaltungsrat erstellt den Jahresabschluß, wie gesetzlich vorgeschrieben.

Er legt diesen, mit einem Bericht über die Geschäfte der Gesellschaft, spätestens einen Monat vor der Jahresgeneralversammlung, den Kommissaren zur Einsicht, vor.

Art. 19. Vom Nettogewinn des Geschäftsjahres sind mindestens 5% für die Bildung einer gesetzlichen Rücklage zu verwenden; diese Verpflichtung wird aufgehoben, wenn die gesetzliche Rücklage 10% des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Unter Beachtung der diesbezüglichen gesetzlichen Vorschriften kann der Verwaltungsrat Vorschußdividenden zahlen.

Die Generalversammlung kann beschließen, Gewinne und ausschüttungsfähige Rücklagen zur Kapitaltilgung zu benutzen, ohne Durchführung einer Kapitalherabsetzung.

Art. 20. Die Gesellschaft kann durch Beschluß der Generalversammlung aufgelöst werden, welcher unter den gleichen Bedingungen gefaßt werden muß wie bei Satzungsänderungen.

Im Falle der Auflösung der Gesellschaft, wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidationsverwalter durchgeführt, die natürliche oder juristische Personen sind und die durch die Generalversammlung unter Festlegung ihrer Aufgaben und Vergütungen ernannt werden.

Allgemeine Bestimmungen

Art. 21. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915, sowie auf die späteren Änderungen.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 1998.

Die erste Generalversammlung findet im Jahr 1999 statt.

Die ersten Verwaltungsratsmitglieder und der (die) erste(n) Kommissar(e) werden von der außerordentlichen Gesellschafterversammlung ernannt, die sofort nach der Gründung abgehalten wird.

In Abweichung von Artikel 7 der Satzung wird der erste Vorsitzende von der Generalversammlung gewählt, welche den ersten Verwaltungsrat ernennt.

Kapitalzeichnung

Die 100 (einhundert) Aktien wurden wie folgt gezeichnet:

Aktionär	Aktienanzahl	gezeichnetes Kapital in USD
1) TRUSTINVEST LTD, vorgeannt, achtundneunzig Aktien	98	98.000
2) Herr John Seil, vorgeannt, eine Aktie	1	1.000
3) Herr Henri Grisius, vorgeannt, eine Aktie	1	1.000
Total: einhundert Aktien	100	100.000

einhunderttausend US Dollar.

Das gezeichnete Kapital wurde in voller Höhe eingezahlt. Demzufolge steht der Gesellschaft der Betrag von USD 100.000,- (einhunderttausend US Dollar) zur Verfügung, was dem unterzeichneten Notar nachgewiesen und von ihm ausdrücklich bestätigt wird.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, daß die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwelche Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlaß gegenwärtiger Gründung entstehen, auf einhundertfünftausend (105.000,-) Luxemburger Franken.

Zum Zwecke der Einregistrierung wird das gezeichnete Aktienkapital abgeschätzt auf drei Millionen achthundertsiebenundvierzigtausendsechshundert (3.847.600,-) Luxemburger Franken.

Ausserordentliche Generalversammlung

Sodann haben die eingangs erwähnten Parteien, die das gesamte Aktienkapital vertreten, sich zu einer außerordentlichen Generalversammlung der Aktionäre, zu der sie sich als ordentlich einberufen betrachten, zusammengefunden und einstimmig folgende Beschlüsse gefaßt:

1. Die Zahl der Verwaltungsmitglieder wird auf drei festgelegt.

Zu Verwaltungsratsmitgliedern wurden ernannt, ihr Mandat endet anläßlich der jährlichen Generalversammlung welche im Jahre 1999 stattfinden wird:

Unterschriftskategorie A

- Herr Akhryam Z. Idrisov, Direktor, wohnhaft in Rußland, 625026 Tyumen, 143-a, Respubliki St.

Unterschriftskategorie B

- Herr Henri Grisius, vorgeannt,

- Herr John Seil, vorgeannt.

Zum Vorsitzenden des Verwaltungsrats wird Herr Akhryam Z. Idrisov ernannt.

2. Zum Kommissar wurde ernannt, sein Mandat endet anläßlich der jährlichen Generalversammlung, welche im Jahre 1999 stattfinden wird:

Herrn Georges Kioes, lic. en sc. comm. et fin., wohnhaft in Luxemburg.

3. Die Gesellschaft hat ihren Gesellschaftssitz in Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

Der unterzeichnete Notar, welcher die englische Sprache kennt, erklärt daß auf Antrag der erschienenen Parteien gegenwärtiger Gründungsvertrag in Englisch verfaßt wurde, gefolgt von einer deutschen Fassung. Auf Verlangen der Parteien ist im Falle einer Abweichung der Fassungen, die englische Fassung maßgebend.

Worüber Urkunde, geschehen und aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden haben die Erschienenen, alle dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. Lentz, R. Moraldi, R. Neuman.

Enregistré à Luxembourg, le 19 août 1997, vol. 101S, fol. 25, case 6. – Reçu 38.450 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Für gleichlautende Abschrift, der vorgeannten Gesellschaft zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Luxemburg, den 25. August 1997.

R. Neuman.

(31663/226/435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

**SOGERIM S.A., SOCIETE DE GESTION ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 45.585.

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 7 août 1997, vol. 496, fol. 56, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 1997.

SOGERIM, Société Anonyme
Signature

(31643/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

**SOGERIM S.A., SOCIETE DE GESTION ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 45.585.

Constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Weinandy, alors de résidence à Luxembourg, en date du 5 novembre 1993, publié au Mémorial C, n° 11 du 12 janvier 1994.

Capital social:

Francs luxembourgeois 21.000.000 (vingt et un millions).

Conseil d'Administration:

Nom	Profession	Domicile
Monsieur Fabio Morvilli Président	Administrateur-Directeur de Sociétés	12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
Maître Jacques Loesch	Avocat-avoué	11, rue Goethe, L-1011 Luxembourg
Monsieur Marcel Ernzer	Economiste	68, rue de Luxembourg, L-4876 Lamadeleine

Commissaire aux Comptes:

Nom	Profession	Domicile
Monsieur Riccardo Varetto	Directeur de Sociétés	14, via Baletti, I-10023 Chieri (TO) Italie

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue auprès des bureaux
de la SOFTE à Luxembourg le 14 juin 1996*

Bureau

La séance est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Maître Jacques Loesch.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire, Mme Chiara Clausi.

L'Assemblée choisit comme scrutateur, Mme Maria Piñero.

Composition

Sont présents ou représentés, les actionnaires mentionnés à la liste de présence, signée par les actionnaires ou par leur mandataire avant l'ouverture de la séance.

Il résulte de la liste de présence que 2.100 actions sont représentées.

La liste de présence est clôturée et signée par les membres du bureau et restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations des actionnaires paraphées en varietur.

Exposé du Président

Monsieur le Président expose:

que la présente Assemblée a pour Ordre du jour:

- 1) rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
- 2) approbation du Bilan et du Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1995;
- 3) décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 4) divers.

Constatation de la validité de l'Assemblée

Tous les faits exposés par Monsieur le Président sont vérifiés et reconnus exacts par l'Assemblée; celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'Ordre du jour.

Délibération

- 1) Monsieur le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration.
- 2) Monsieur le Commissaire aux Comptes donne lecture de son rapport.
- 3) L'Assemblée aborde l'examen du Bilan et du Compte de Pertes et Profits de l'exercice clôturé le 31 décembre 1995.

Après discussion, elle prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve le Bilan et le Compte de Pertes et Profits de l'exercice clôturé le 31 décembre 1995, tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

Monsieur le Président rappelle que l'assemblée générale extraordinaire du 4 décembre 1995 a décidé de payer un acompte sur dividende d'un montant total de LUF 2.000.000, prélevé comme suit:

- sur le compte réserves libres	1.000.000 LUF
- sur le compte report à nouveau	486.073 LUF
- sur le bénéfice 1995	513.297 LUF

N.B.: les 3 montants ci-dessus ne font que 1.999.370 LUF.

Monsieur le président indique et l'assemblée constate, que le bénéfice de l'exercice sous revue s'élève à LUF 646.406. L'assemblée décide d'affecter ce bénéfice comme suit:

- à la réserve légale: 5 %, soit	32.320 LUF
- dividende	513.297 LUF
- report à nouveau	100.789 LUF

L'assemblée constate que, du fait du paiement de l'acompte sur dividende fait le 4 décembre 1995, la distribution de dividende présentement décidée est d'ores et déjà réalisée.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale donne décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat en 1995.

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12.00 heures.

Enregistré à Luxembourg, le 8 août 1997, vol. 496, fol. 56, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): J. Signature.

(31644/000/78) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

**SOGERIM S.A., SOCIETE DE GESTION ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 45.585.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 7 août 1997, vol. 496, fol. 56, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 août 1997.

SOGERIM, Société Anonyme
Signature

(31645/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

**SOGERIM S.A., SOCIETE DE GESTION ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 45.585.

Constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Weinandy, alors de résidence à Luxembourg, en date du 5 novembre 1993, publié au Mémorial C, n° 11 du 12 janvier 1994.

Capital social:

Francs luxembourgeois 21.000.000 (vingt et un millions).

Conseil d'Administration:

Nom	Profession	Domicile
Monsieur Fabio Morvilli Président	Administrateur-Directeur de Sociétés	12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
Maître Jacques Loesch	Avocat-avoué	11, rue Goethe, L-1011 Luxembourg
Monsieur Marcel Ernzer	Economiste	68, rue de Luxembourg, L-4876 Lamadeleine

Commissaire aux Comptes:

Nom	Profession	Domicile
Monsieur Riccardo Varetto	Directeur de Sociétés	14, via Baletti, I-10023 Chieri (TO) Italie

*Procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires tenue auprès des bureaux
de la SOFTE à Luxembourg le 13 juin 1997*

Bureau

La séance est ouverte à 11.00 heures sous la présidence de Maître Jacques Loesch.

Monsieur le Président désigne comme secrétaire Mme Simona Terranova.

L'Assemblée choisit comme scrutateur M. Alessandro Di Roberto.

Composition

Sont présents ou représentés, les actionnaires mentionnés à la liste de présence, signée par les actionnaires ou par leur mandataire avant l'ouverture de la séance.

Il résulte de la liste de présence que 2.100 actions, soit la totalité, sont représentées.

La liste de présence est clôturée et signée par les membres du bureau et restera annexée au présent procès-verbal avec les procurations des actionnaires paraphées ne varietur.

Exposé du Président

Monsieur le Président expose:

I.- que la présente Assemblée a pour Ordre du jour:

- 1) rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
- 2) approbation du Bilan et du Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1996;
- 3) décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
- 4) démission d'un administrateur;
- 5) nomination d'un administrateur;
- 6) divers.

II.- Que les convocations contenant l'Ordre du jour ont été envoyées à tous les actionnaires.

Constatation de la validité de l'Assemblée

Tous les faits exposés par Monsieur le Président sont vérifiés et reconnus exacts par l'Assemblée; celle-ci se reconnaît valablement constituée et apte à délibérer sur les objets à l'Ordre du jour.

Délibération

- 1) Monsieur le Président donne lecture du rapport du Conseil d'Administration.
- 2) Monsieur le Président donne lecture du rapport du Commissaire aux Comptes..
- 3) L'Assemblée aborde l'examen du Bilan et du Compte de Pertes et Profits de l'exercice clôturé le 31 décembre 1996.

Après discussion, elle prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve le Bilan et le Compte de Pertes et Profits de l'exercice clôturé le 31 décembre 1996, tels qu'ils lui sont présentés par le Conseil d'Administration.

Deuxième résolution

Monsieur le Président indique et l'assemblée constate, que le bénéfice de l'exercice sous revue s'élève à LUF 196.440. L'assemblée décide d'affecter ce bénéfice de la façon suivante:

à la réserve légale: 5 %, soit	9.830 LUF
aux réserves libres	186.610 LUF

L'assemblée Générale approuve la répartition du bénéfice de l'exercice proposée par Monsieur le Président.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale donne décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat en 1996.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale accepte la démission de Monsieur Marcel Ernzer, administrateur. L'Assemblée remercie Monsieur Ernzer des services rendus en cette qualité à la Société.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale décide d'élire comme administrateur, Monsieur Massimo Racca, dirigeant STET, domicilié 41, corso Italia, Rome. Le mandat du nouvel administrateur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 1999.

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 12.00 heures.

Liste de présence des actionnaires à l'Assemblée Générale Ordinaire du 13 juin 1997

Actionnaires	Nombre d'actions	Mandataires	Signatures
SOFTE, SOCIETE FINANCIERE POUR LES TELECOMMUNICATIONS ET L'ELECTRONIQUE S.A.	2.099	M ^e Jacques Loesch	Signature
SAIAT, SOCIETA ATTIVITA INTERMEDIE AUSILIARIE TELECOMUNICAZIONI p.a.	1	M ^e Jacques Loesch	Signature

Procuration

La soussignée SAIAT, SOCIETA ATTIVITA INTERMEDIE AUSILIARIE TELECOMUNICAZIONI p.a., propriétaire de 1 action de la Société Anonyme SOGERIM, ayant son siège social à Luxembourg, 12/14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, constitue pour mandataire spécial avec faculté de substitution M^e Jacques Loesch à qui elle confère tous pouvoirs aux fins de la représenter à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la Société, qui se tiendra le 13 juin 1997, à 11.00 heures, auprès du siège social, avec l'Ordre du jour suivant:

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes;
2. Approbation du Bilan et du Compte de Pertes et Profits au 31 décembre 1996;
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;

Monsieur le Président expose que l'ordre du jour de la présente réunion est conçu comme suit:

1. Election d'un nouveau président du conseil d'administration.
2. Déplacement du siège social de la société à l'intérieur de la commune de Luxembourg.
3. Contrat d'assurance des biens immobiliers de la société.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1. Le conseil d'administration prend acte de la démission de Monsieur Marcel Ernzer comme président du conseil d'administration. Le conseil remercie Monsieur Ernzer des services rendus en cette qualité à la Société et il se félicite de ce que Monsieur Ernzer reste membre du conseil d'administration.

2. Le conseil d'administration élit comme nouveau président, Monsieur Fabio Morvilli. Monsieur Morvilli remercie ses collègues de la confiance qu'ils veulent bien lui faire.

3. Le conseil d'administration décide de déplacer le siège social à l'intérieur de la commune de Luxembourg et de le fixer à l'adresse suivante:

L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

4. omissis.

Le conseil prend acte de cette déclaration et, pour autant que de besoin, il ratifie la conclusion de ce contrat.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 18.30 heures.

Signatures.

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 1997, vol. 496, fol. 56, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(31647/000/44) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

**SOGERIM S.A., SOCIETE DE GESTION ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES,
Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 33, boulevard du Prince Henri.

R. C. Luxembourg B 45.585.

Constituée suivant acte reçu par le notaire Martine Weinandy, alors de résidence à Luxembourg, en date du 5 novembre 1993, publié au Mémorial C, n° 11 du 12 janvier 1994.

Capital social:

Francs luxembourgeois 21.000.000 (vingt et un millions).

Conseil d'Administration:

Nom	Profession	Domicile
Monsieur Fabio Morvilli Président	Administrateur-Directeur de Sociétés	12-14, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg
Maître Jacques Loesch	Avocat-avoué	11, rue Goethe, L-1011 Luxembourg
Monsieur Marcel Ernzer	Economiste	68, rue de Luxembourg, L-4876 Lamadeleine

Commissaire aux Comptes:

Nom	Profession	Domicile
Monsieur Riccardo Varetto	Directeur de Sociétés	14, via Baletti, I-10023 Chieri (TO) Italie

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration qui a été tenue à Luxembourg
le 7 juin 1996 à 16.00 heures*

Présents:

Monsieur Fabio Morvilli, Président;
Maître Jacques Lesch, Administrateur;
Monsieur Marcel Ernzer, Administrateur.

Assiste à la réunion, Mme Maria Pinero.

La séance est ouverte à 16.00 heures par le Président, Monsieur Fabio Morvilli, qui désigne Mme Pinero comme secrétaire et donne lecture de l'ordre du jour suivant:

- I) omissis;
- II) omissis;
- III) omissis;
- IV) omissis;
- V) omissis;
- VI) Questions diverses.
- I) omissis;
- a) omissis;
- b) omissis;
- c) omissis;
- II) omissis;
- III) omissis;
- IV) omissis;
- V) omissis;
- VI) Questions diverses;

A) omissis;

B) En ce qui concerne le régime des signatures, Maître Jacques Loesch, administrateur de la société, propose que cette dernière soit dorénavant engagée vis-à-vis des tiers par la seule signature du Président ou par la signature conjointe de deux administrateurs.

Le Conseil approuve la proposition de l'administrateur Maître Jacques Loesch.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Monsieur le Président lève la séance à 17 heures 30.

Le Président Un administrateur

Enregistré à Luxembourg, le 7 août 1997, vol. 496, fol. 56, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): Signature.

(31648/000/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 1997.

BAILLARDEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 39.293.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 19 août 1997, vol. 496, fol. 82, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 1997.

C. Blondeau
Administrateur

N.-E. Nijar
Administrateur

(31674/565/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

BAILLARDEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 39.293.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 11 juin 1997

1. + 2. Après avoir pris connaissance des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes, ainsi que du bilan et du compte de résultats au 31 décembre 1996, l'assemblée générale, à l'unanimité des voix, approuve le bilan et le compte de résultats tels qu'ils lui sont présentés.

3. Par votes spéciaux, l'assemblée générale donne, à l'unanimité des voix, décharge aux administrateurs, Monsieur Christophe Blondeau, Monsieur Rodney Haigh et Monsieur Nour-Eddin Nijar, ainsi qu'au commissaire aux comptes, la société HRT REVISION, S.à r.l., de leur mandat pour l'exercice social clôturé au 31 décembre 1996.

4. Le mandat d'administrateur de Monsieur Christophe Blondeau, Monsieur Rodney Haigh et Monsieur Nour-Eddin Nijar, ainsi que celui de commissaire aux comptes de la société, HRT REVISION, S.à r.l., viennent à expiration à l'assemblée générale ordinaire de 1997. A l'unanimité des voix, l'assemblée décide de les renommer jusqu'à l'assemblée générale ordinaire de l'an 2003.

Certifié conforme.

Enregistré à Luxembourg, le 19 août 1997, vol. 496, fol. 82, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31675/565/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

BAKRI STEMPEL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Bridel.
R. C. Luxembourg B 13.248.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 14 août 1997, vol. 496, fol. 78, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 1997.

Signature.

(31676/000/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

AVR PARTNERS, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 55.496.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1996, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 19 août 1997, vol. 496, fol. 89, case 6, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 1997.

Signature.

(31673/534/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A., Société Anonyme.
Registered office: L-1330 Luxembourg, 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

—
STATUTES

In the year one thousand nine hundred and ninety-seven, on the sixth of October.
Before Us, Maître Alex Weber, notary, residing in Bascharage.

There appeared:

1. - The company «CITICORP BANKING CORPORATION DELAWARE, having its registered office in New Castle Corporate Commons, One Penn's Way, New Castle Delaware 19720, USA, here represented by Mrs Lydie Bini, bank employee, residing in Longwy (France), by virtue of a proxy given on October 3rd, 1997;

2. - The company CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., having its registered office at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, here represented by Mrs Lydie Bini, prenamed, by virtue of a proxy given on October 6th, 1997.

Which proxies shall be signed *ne varietur* by the mandatories of the appearing parties and the undersigned notary and shall be attached to the present deed to be filed at the same time.

Such appearing parties, in the capacity in which they act, have requested the notary to inscribe as follows the articles of association of a «société anonyme» which they form between themselves:

Art. 1. There exists a «société anonyme» organized under the laws of Luxembourg named CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A.

Art. 2. The registered office is located in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte. It may be transferred to any other locality in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the Board of Directors. Any change of the registered office shall be published in the «Mémorial C» by the Board of Directors.

The Board of Directors may create offices, administrative centers, branches and subsidiaries, wherever it shall deem it useful in the Grand Duchy of Luxembourg, as well as abroad.

Should extraordinary, political or military events occur or appear to be imminent which might interfere with the normal activity at the registered office or with easy communication between the registered office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances.

Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Company. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by a subcommittee of the Board of Directors consisting of a majority of those directors not resident in countries affected or imminently affected by such extraordinary political or military events.

Art. 3. The purpose of the Company is the creation, administration and management of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS, an investment fund, (the «Fund») and the issue of certificates or statements of confirmation evidencing undivided coproprietorship interests in the Fund.

The Company shall carry on any activities connected with the management, administration and promotion of the Fund. On behalf of the Fund, it may enter into any contracts, purchase, sell, exchange and deliver any securities, cause the registration of such securities in its name or in the name of any third party, and exercise on behalf of the Fund and the holders of certificates of the Fund, all rights and privileges, including any voting rights, attached to the securities constituting the assets of the Fund. The foregoing powers shall not be considered as exhaustive, but only as declaratory.

The Company may also undertake any other operations directly or indirectly connected with its purpose while remaining within the limits set forth by the law of the thirtieth of March 1988 on Collective Investment Undertakings.

Art. 4. The Company is established for an unlimited period of time.

Art. 5. The share capital is fixed at one hundred and seventy thousand US dollars (170,000.- USD), represented by one hundred and seventy (170) shares of a par value of one thousand US dollars (1,000.- USD) which are and will remain registered. However, the minimum capital shall never be less than five million Luxembourg francs (5,000,000.- LUF) or its equivalent as required by the law dated March 30th, 1988 relating to Undertakings for Collective Investment.

Art. 6. All the shares are fully paid up.

Art. 7. The share capital may be increased or reduced from time to time by resolution of the extraordinary general meeting of shareholders adopted in the manner required for the amendment of Articles of Incorporation. The duty of carrying out such increase of capital may be delegated to the Board of Directors by the meeting of shareholders. In case of an increase of the capital, the existing shareholders shall have preferential subscription rights to the new shares to be issued.

Art. 8. The shares are not to be divided. No shares may be pledged or otherwise encumbered without the approval of the Board of Directors of the Company. If any share belongs to more than one owner or if it is the object of any usufruct, or if it is subject to a pledge, the Board of Directors may suspend the rights attached to such share until one person has been appointed by the different joint owners, or by the beneficiary and the usufructuary, or by the pledges and his debtor, as being the shareholder of the Company.

Art. 9. The company shall be managed by a Board of Directors comprising at least three members, who may, but need not, be shareholders of the Company. They shall be appointed by the general meeting of shareholders of the Company for a maximum period of six years and may be removed by resolution of a general meeting of shareholders at any time. They may be re-elected.

Any change in the Board of Directors is subject to the approval of the Custodian Bank of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS, provided, however, that such approval shall not be unreasonably withhold. In the event of a vacancy in the office of a Director, the remaining Directors may appoint a Director to fill such vacancy until the next general meeting, at which time the shareholders will fill the vacancy on a permanent basis.

Art. 10. The Board of Directors shall choose from among its members a chairman and may choose one or more vice-chairman.

The Board shall meet upon call by the chairman, or, in the case of his unavailability, by a vice-chairman, or failing him, by one Director appointed for this purpose by the other members of the Board, or failing him by two Directors. The Board must be called into session whenever the interest of the Company so requires, and whenever two directors, at least, so demand. The Chairman or in his absence a vice-chairman shall preside at the meetings, or failing them any director appointed pro tempore by the Board.

The meeting shall be held at the Company's registered office or at any other place in Luxembourg or abroad mentioned in the notice of meeting.

The Board of Directors may deliberate or act validly only if at least half of the Directors are present or represented.

Decisions shall be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meetings.

Any Director, in case of unavailability, may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing or by confirmed telex or telegram, another person, who need not be a Director to represent him and vote for him.

Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board of Directors may also be passed in writing and may consist of one or several documents containing the resolutions and signed by each and every director.

The date of such a resolution shall be the date of the latest signature.

Art. 11. The resolutions of the Board other than those referred in Article 10, last paragraph above, must be certified by minutes to be signed by the chairman of the meeting and by one Director. Copies or extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by two Directors.

Art. 12. The Board of Directors is invested with the broadest powers to act in the Company's name and to perform and authorize all operations and all acts of administration and disposition in the course of carrying out the Company's purpose, subject to the restrictions provided by law, these Articles of Incorporation and the Management Regulations of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS.

Art. 13. The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and representation of the Company within such daily management to one or more officers who need not be members of the Board of Directors, or with the prior authorization of the general meeting of shareholders, to one or more directors.

The Board may delegate special and determined powers to one or more of its members or to third persons, and may give them special missions and functions. It may entrust them with the management of a particular section of the Company's business.

The Board shall determine the powers and functions of such delegations as well as the titles to be conferred upon such officers and the fixed or proportionate remuneration attaching to these functions which shall be treated as overhead expenses. The Board shall account to the general meeting of shareholders with respect to the salaries paid to Managing Directors.

The Board may revoke such delegations at any moment and provide for any replacement.

The Board may appoint management or investment committees and determine their functions.

Art. 14. The Company shall be represented in any judicial or arbitration proceedings, whether as plaintiff or as defendant by the Board of Directors. The Board may delegate such power of representation to any person who may or may not be a Director.

Unless there is any delegation by the Board of Directors, any act binding the Company must be signed by two directors.

Whenever one or more Managing Directors or officers have been appointed, any act of daily management shall be signed by any managing director or any managing officer without prejudice to special delegations or specified powers which have been duly published.

Art. 15. The supervision of the operations of the Company is entrusted to one or more statutory auditors, appointed by the general meeting of shareholders, which determine their number, and which may remove them at any time.

The auditor or auditors will remain in office until the next annual general meeting of shareholders, which shall proceed to their re-election, or if necessary to their replacement. Auditors may be re-elected.

Art. 16. The general meeting of shareholders when duly constituted, represents all the shareholders. It has the broadest powers to perform and ratify any acts on behalf of the Company and which appear on the agenda.

Its resolutions are binding on all shareholders, including those who do not attend or vote against the said resolutions.

Art. 17. The ordinary shareholders' meeting shall meet every year at the registered office or at any other place as may be specified by the notice of the meeting on the first Friday of the month of September at 14.00 p.m. If such day is a holiday, the general meeting shall be held on the next following business day at the same hour. Extraordinary general meetings shall be held whenever the Company's interest so requires, at such place and time specified by the notice of the meeting. Such meetings will be convened by any two Directors, or by one or more auditors or at the request of the shareholders holding at least twenty per cent of the capital. The first Annual General Meeting will take place in 1999.

Art. 18. The notices of any general meeting shall contain the agenda and shall be made in accordance with the provisions of law, provided however that notices shall be sent by registered air mail to all shareholders not less than two weeks before the date of the meeting.

Art. 19. Any shareholders may be represented at any general meeting by a proxy who need not be a shareholder.

Art. 20. The general meeting shall be presided over by the Chairman of the Board, failing him by a Vice-chairman, failing him by the Director appointed as Chairman pro tempore by the Board of Directors.

The Chairman shall appoint a secretary and the meeting will elect one or more inspectors («scrutineers») who will, together with the Chairman and secretary, form a committee. The resolutions of the general meeting shall be recorded in minutes to be signed by the members of the committee. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the Chairman or two Directors.

The general meeting shall deliberate only on the matters set forth in the agenda, even if the relevant item of business involves the removal of Directors or auditors. However any meeting attended by all shareholders may by unanimous vote, decide to deliberate on any matters not contained in the agenda as set forth by the notice of meeting.

Art. 21. Resolutions with respect to amendment of these articles, increase or reduction of capital, merger or absorption of it by another company, must be passed by the general meeting in accordance with the quorum, voting and other requirements provided by law.

Art. 22. As of the 31st of March of each year the Board of Directors will draw up the balance sheet and the profit and loss statement of the Company. The first fiscal year will end on March 31st, 1999.

Art. 23. The favorable surplus of the profit and loss account after deduction of expenses, charges and amortisations will constitute the net profit. From such net profit at least five per cent shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent of the capital of the Company. The allocation shall become compulsory again when the said reserve fund decreases below ten per cent.

Any surplus will be at the disposal of the general meeting of shareholders, which will have exclusive power to decide upon the use of profits with regard to dividends, reserves and the carrying forward of profits.

Art. 24. Dividends shall be paid out at such time and place as shall be determined by the Board of Directors.

Art. 25. In the event of a dissolution of the Company for any reason and at any time, liquidation shall be carried out by one or several liquidators appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and their compensation, as well as the method of liquidation. If there is no such decision of the general meeting, the Directors will be considered as liquidators toward third parties as well as toward the Company.

Art. 26. The net proceeds of the liquidation after payment of all debts and charges will be divided equally between all shares.

Art. 27. The parties hereby submit to the law of August 10th, 1915 on commercial companies and amendments thereto, as well as to the law of March 30th, 1988 relating to undertakings of collective investment. Consequently any provisions of said law as in effect at any given time insofar as these Articles do not contain any valid derogations are to be considered as part of the present deed.

Subscription

The articles of association having thus been established, the parties appearing declare to subscribe to the whole capital as follows:

1. - CITICORP BANKING CORPORATION DELAWARE, prenamed, one hundred and sixty-nine shares . . .	169
2. - CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., prenamed, one share	1
Total: one hundred and seventy shares	170

All the shares have been paid up to the extent of one hundred per cent (100%) by payment in cash, so that the amount of one hundred and seventy thousand US dollars (170.000.-USD) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

Statement

The undersigned notary states that the conditions provided for in article 26 as amended of the law of August 10th 1915 on commercial companies have been observed.

Valuation of the corporate capital

For the purposes of registration, the corporate capital of one hundred and seventy US dollars (170,000.- USD) is valued at six million one hundred sixty-two thousand and five hundred Luxembourg francs (6,162.500. -LUF).

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its incorporation, is approximately one hundred and fifty thousand Luxembourg francs (150,000.- LUF).

Extraordinary general meeting

The above-named persons, representing the entire subscribed capital and considering themselves as duly convoked, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting.

Having first verified that it was regularly constituted, they have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. - The number of directors is fixed at four (4) and the number of auditors at one (1).
2. - The following are appointed directors:

a) Mr Philip W. Heston, Investment Management Consultant, residing in Hendersonville, North Carolina (USA), Chairman,

b) Mr Steven Fee, Vice-President CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., residing in Luxembourg,

c) Mr Hafid Alaoui, Vice-President CITIBANK (SWITZERLAND), residing in Geneva (Switzerland),

d) Mr Mohammed Al-Shroogi, Chairman, CITI ISLAMIC INVESTMENT BANK, residing in Manama, Bahrain.

Their terms of office will expire after the annual meeting of shareholders of the year 1999.

3. Has been appointed statutory auditor: The company COOPERS & LYBRAND, having its registered office at 16, rue Eugène Ruppert, L-1014 Luxembourg.

His term of office will expire after the next annual meeting of shareholders of the year 1999.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation. At the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

This deed having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française de l'acte qui précède:

L'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-sept, le six octobre.

Par-devant Nous, Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

Ont comparu:

1. - La société CITICORP BANKING CORPORATION DELAWARE, ayant son siège social à New Castle Corporate Commons, One Penn's Way, New Castle Delaware 19720, USA,

ici représentée par Madame Lydie Bini, employée de banque, demeurant à Longwy (France),

en vertu d'une procuration donnée le 3 octobre 1997;

2. - La société CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., ayant son siège social au 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg,

ici représentée par Madame Lydie Bini, prénommée,

en vertu d'une procuration donnée le 6 octobre 1997,

Lesquelles procurations seront signées et validées par les mandataires des parties comparantes et le notaire instrumentant et resteront annexées au présent acte pour être enregistrées en même temps.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils constituent entre eux:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme de droit luxembourgeois sous la dénomination de CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A..

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte. Il pourra être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision du conseil d'administration.

Tout changement du siège social sera publié dans le «Mémorial C», par le conseil d'administration. Le conseil d'administration aura le droit d'établir des bureaux, sièges administratifs, succursales et filiales où il jugera utile, soit au Grand-Duché de Luxembourg, soit à l'étranger.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou paraîtront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par un sous-comité du conseil d'administration formé par la majorité de ceux des administrateurs qui ne résident pas dans les pays affectés ou directement menacés d'être touchés par pareils événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire.

Art. 3. L'objet de la société est la constitution, l'administration et la gestion de CITI ISLAMIC PORTFOLIOS, un fonds commun de placement (le «Fonds») et l'émission de certificats ou de confirmations représentant ou documentant des parts de copropriété indivise dans ce Fonds. La société se chargera de toute action en rapport avec l'administration, la direction et la promotion du Fonds.

Elle pourra, pour compte du Fonds, conclure des contrats, acheter, vendre, échanger et délivrer toutes valeurs mobilières, faire l'inscription de ces valeurs mobilières à son nom, et au nom de tous tiers, exercer pour compte du Fonds et des propriétaires du Fonds tous droits et privilèges, y compris tous droits de vote attachés aux valeurs mobilières constituant les avoirs du Fonds, cette énumération n'étant pas limitative, mais simplement en exemple.

La société pourra entreprendre toutes opérations directement ou indirectement en rapport avec cet objet, tout en restant dans les limites déterminées par la loi du 30 mars 1988 relative aux organismes de placements collectifs.

Art. 4. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Le capital social est fixé à cent soixante-dix mille dollars US (170.000,- USD), représenté par cent soixante-dix (170) actions d'une valeur nominale de mille dollars US (1.000,- USD) chacune, qui sont et resteront nominatives. Cependant, le capital minimum ne doit jamais être inférieur à cinq millions de francs luxembourgeois (5.000.000,- LUF) ou son équivalent conformément à la loi du 30 mars 1988 relative aux Organismes de Placement Collectif.

Art. 6. Toutes les actions sont entièrement libérées.

Art. 7. Le capital social peut être augmenté ou réduit en une ou plusieurs fois par décision de l'assemblée générale délibérant dans les conditions requises pour la modification des statuts. L'exécution d'une telle augmentation de capital pourra être confiée par l'assemblée générale au conseil d'administration. En cas d'augmentation de capital, les actionnaires auront un droit préférentiel de souscription aux nouvelles actions à émettre.

Art. 8. Les actions sont indivisibles. Aucune action ne pourra être donnée en gage ou grevée d'une autre façon sans l'accord du conseil d'administration de la société. Si une action appartient à plusieurs propriétaires, si elle fait l'objet d'un usufruit ou si elle est donnée en gage, le conseil d'administration peut suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme ayant à l'égard de la société la qualité d'actionnaire, soit par les différents copropriétaires, soit par le bénéficiaire et l'usufruitier, soit par le créancier gagiste et le débiteur gagiste.

Art. 9. La société est administrée par un conseil de trois administrateurs au moins, actionnaires ou non, nommés pour six ans au plus par l'assemblée des actionnaires et en tout temps révocables par elle. Ils sont rééligibles.

Tout changement dans le conseil d'administration est sujet à l'approbation de la Banque Dépositaire de CITI ISLAMIC PORTFOLIOS. Cette approbation ne pourra être refusée sans motif valable.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur, les autres administrateurs ont le droit de nommer un administrateur qui occupera ce poste jusqu'à la prochaine assemblée générale, date à laquelle les actionnaires procéderont à l'élection définitive.

Art. 10. Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président, ou en cas d'empêchement de celui-ci, d'un vice-président, ou à défaut de ce dernier, de l'administrateur désigné par ses collègues ou le cas échéant, par deux administrateurs. Il doit être convoqué chaque fois que l'intérêt de la société l'exige et chaque fois que deux administrateurs au moins le demandent. La présidence est assurée par le président ou en cas d'empêchement de celui-ci par un vice-président ou, à défaut de ce dernier, par l'administrateur désigné par ses collègues.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre endroit du Luxembourg ou à l'étranger, comme indiqué dans les convocations.

Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié de ses membres est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés.

Tout administrateur empêché peut donner par écrit, télex ou télégramme, à un tiers qui ne doit pas nécessairement être administrateur, le pouvoir de le représenter aux réunions du conseil et d'y voter en son lieu et place.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, une décision du conseil d'administration peut également être prise par voie circulaire et résulter d'un seul ou de plusieurs documents contenant les résolutions et signés par tous les membres du conseil d'administration sans exception. La date d'une telle décision sera la date de la dernière signature.

Art. 11. Les délibérations du conseil d'administration, à l'exception de celles désignées au dernier paragraphe de l'article 10, seront établies par des procès-verbaux à signer par le président de la réunion et un administrateur.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président ou par deux membres du conseil.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir ou autoriser toutes opérations et tous actes d'administration ou de disposition, de nature à permettre la poursuite de l'objet social, sous les seules restrictions prévues par la loi et par les présents statuts et le règlement de gestion du Fonds Commun de Placement CITI ISLAMIC PORTFOLIOS.

Art. 13. Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation pour cette gestion à un ou plusieurs délégués non nécessairement administrateurs et avec l'autorisation préalable de l'assemblée des actionnaires, à un ou plusieurs administrateurs. Le conseil peut déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres ou à des tiers ou leur donner des missions ou des attributions spéciales. Il peut notamment leur confier la direction de telle ou telle partie des affaires spéciales. Le conseil fixe les pouvoirs et les attributions attachés à ces délégations, ainsi que le titre que porteront ceux auxquels ils sont attribués et les émoluments, fixes ou proportionnels, à porter dans les frais généraux qui y seront attachés, sauf à rendre compte à l'assemblée générale des actionnaires des émoluments attribués aux administrateurs-délégués.

Le conseil pourra désigner des comités administratifs ou de gestion de portefeuille et en déterminer les fonctions.

Art. 14. La société est représentée en justice ou dans les procédures arbitrales tant en demandant qu'en défendant par son conseil d'administration. Celui-ci peut déléguer ce pouvoir de représentation à toutes personnes qu'il choisit soit en son sein, soit au dehors de celui-ci.

A moins de délégation consentie par le conseil d'administration, tous les actes engageant la société seront signés par deux administrateurs.

Au cas où un ou plusieurs délégués sont désignés, tous les actes de gestion journalière seront signés par un administrateur-délégué ou un directeur-délégué à la gestion journalière sans préjudice des délégations spéciales ou des répartitions de pouvoir dûment publiées.

Art. 15. Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires prévus par la loi nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui détermine leur nombre et peut toujours les révoquer.

Le ou les commissaires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle, laquelle procédera à leur réélection et s'il y a lieu, à leur remplacement. Les commissaires sortants sont rééligibles.

Art. 16. L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire et ratifier les actes qui intéressent la société et qui figurent à l'ordre du jour.

Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les actionnaires absents ou opposants.

Art. 17. L'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunit chaque année au siège social ou à tout autre endroit indiqué dans les convocations le premier vendredi du mois de septembre à quatorze heures. Si le jour prévu était férié, l'assemblée se réunirait le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Les assemblées générales extraordinaires se réuniront chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, au lieu, endroit et heure indiqués dans les convocations. De telles assemblées sont convoquées par au moins deux membres du conseil d'administration, ou par le ou les commissaires ou sur la demande des actionnaires détenant au moins vingt pour cent du capital. La première assemblée générale ordinaire des actionnaires aura lieu en 1999.

Art. 18. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément aux dispositions de la loi, étant toutefois entendu que les conventions seront adressées à tous les actionnaires au moins deux semaines avant l'assemblée.

Art. 19. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un porteur de procuration, actionnaire ou non.

Art. 20. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence par un vice-président ou à défaut de ce dernier par l'administrateur désigné par ses collègues à cet effet.

Le président de l'assemblée désigne le secrétaire et l'assemblée élit un ou plusieurs inspecteurs («scrutateurs») qui forment avec lui le bureau. Les résolutions de l'assemblée générale sont inscrites dans des procès-verbaux signés par les membres du bureau. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou deux administrateurs.

L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les objets portés à l'ordre du jour, même s'il s'agissait de la révocation d'administrateurs ou de commissaires. Toutefois, une assemblée groupant tous les actionnaires peut, à l'unanimité, décider de délibérer sur un autre ordre du jour que celui prévu dans la convocation.

Art. 21. Les résolutions portant modification des présents statuts, augmentation ou réduction du capital, fusion ou absorption de celle-ci par une autre société, ne pourront être prises par l'assemblée générale qu'en conformité avec les conditions de présence, de majorité et autres prévues par la loi.

Art. 22. Au trente et un mars de chaque année, le conseil d'administration dresse le bilan et le compte pertes et profits. La première année fiscale s'achèvera au 31 mars 1999.

Art. 23. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, déduction faite des frais généraux, charges sociales et amortissements nécessaires, constitue le bénéfice net. Sur ce bénéfice, il est prélevé un vingtième au moins qui sera affecté à la formation de la réserve légale, ce prélèvement cessant d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais reprenant cours si cette réserve venait à être entamée.

Le surplus demeurera à la disposition de l'assemblée générale qui en déterminera souverainement l'affectation en ce qui concerne le dividende, les mises en réserve et le report à nouveau.

Art. 24. Les dividendes seront payés aux époques et aux endroits fixés par le conseil d'administration.

Art. 25. En cas de dissolution de la société pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, l'assemblée générale des actionnaires désigne un ou plusieurs liquidateurs, détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments et fixe la méthode de liquidation. A défaut de décision prise à cet égard par l'assemblée générale, les administrateurs en fonction sont considérés, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard de la société comme liquidateurs.

Art. 26. Le produit net de la liquidation après règlement des dettes et charges, sera réparti par parts égales entre toutes les actions du capital.

Art. 27. Les parties entendent se conformer entièrement à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et aux lois modificatives ainsi qu'à la loi du 30 mars 1988, relative aux organismes de placements collectifs. En conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il ne serait pas dérogé valablement par les présents statuts sont considérés comme faisant partie intégrante du présent acte, telles qu'elles seront en vigueur au moment où se posera la question de leur application.

Souscription

Les articles de la société ayant été ainsi établis, les comparants déclarent souscrire l'intégralité du capital comme suit:

1. CITICORP BANKING CORPORATION DELAWARE, prénommée, cent soixante-neuf actions	169
2. CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., prénommée, une action	1
Total: cent soixante-dix actions	170

Toutes les actions ont été libérées à cent pour cent (100%) par un paiement en espèces, de sorte que la somme de cent soixante-dix mille dollars US (170.000,- USD) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare que les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée ultérieurement, sont remplies.

Evaluation du capital social

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social de cent soixante-dix mille dollars US (170.000,- USD) est évalué à six millions cent soixante-deux mille cinq cents francs luxembourgeois (6.162.500,- LUF).

Frais

Le montant global des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué approximativement à cent cinquante mille francs luxembourgeois (150.000,- LUF).

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants préqualifiés, représentant la totalité du capital souscrit et se considérant comme dûment convoqués, se sont ensuite constitués en assemblée générale extraordinaire.

Après avoir constaté que la présente assemblée était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

1.- Le nombre des administrateurs est fixé à quatre (4) et celui des commissaires à un (1).

2.- Ont été appelés aux fonctions d'administrateur:

a) Monsieur Philip W. Heston, Investment Management Consultant, demeurant à Hendersonville, North Carolina (USA), Président,

b) Monsieur Steven Fee, Vice-President CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., demeurant à Luxembourg,

c) Monsieur Hafid Alaoui, Vice-President CITIBANK (SWITZERLAND), demeurant à Genève (Suisse),

d) Monsieur Mohammed Al-Shroogi, Chairman CITI ISLAMIC INVESTMENT BANK, demeurant à Manama, Bahrain.

Leur mandat expirera après l'assemblée générale des actionnaires de l'année 1999.

3.- A été appelée aux fonctions de commissaire:

La société COOPERS & LYBRAND, ayant son siège social au 16, rue Eugène Ruppert, L-1014 Luxembourg.

Son mandat expirera après l'assemblée générale des actionnaires de l'année 1999.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande des comparants, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. A la demande des mêmes comparants il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits comparants ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. Bini, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 8 octobre 1997, vol. 410, fol. 100, case 1. – Reçu 50.000 francs.

Le Receveur (signé): J. Medinger.

Pour expédition conforme, sur papier libre, délivrée à la société à sa demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 8 octobre 1997.

A. Weber.

(36948/236/423) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 1997.

CITI ISLAMIC PORTFOLIOS, Fonds Commun de Placement.

Registered office: Luxembourg.

MANAGEMENT REGULATIONS

These Management Regulations of the Mutual Investment Fund («Fonds Commun de Placement») CITI ISLAMIC PORTFOLIOS, and any future amendments thereto, occurring in accordance with Article 15 below, shall govern the legal relations between:

(i) The Management Company CITI ISLAMIC PORTFOLIOS S.A., a joint stock company with its registered office in Luxembourg at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte («The Management Company»),

(ii) the Depository Bank, CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., a joint stock company with its registered office in Luxembourg at 58, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, («the Depository Bank»), and

(iii) the subscribers and holders of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS units («the Unitholders») who shall accept these Management Regulations by the acquisition of such units.

Art. 1. The Fund. CITI ISLAMIC PORTFOLIOS («the Fund») is a mutual investment fund under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. The Fund has a number of segregated investment portfolios issuing separate classes of units.

Each portfolio being an integral part of the Fund is considered a separate entity and shall take the form of an unincorporated co-proprietorship of Unitholders of all securities and other assets of the portfolio. Provided that all liabilities, whatever portfolio they are attributable to, shall, unless otherwise agreed upon with the creditors, be binding upon the Fund as a whole. The rights of the Unitholders of one portfolio are fully independent of the rights of the Unitholders participating in the other portfolios. The portfolios shall be managed in the interest of the Unitholders by the Management Company. The assets of all portfolios shall be held by the Depository Bank and are separated from those of the Management Company. The Board of Directors may decide to add further portfolios as well as liquidate any one single portfolio.

The Management Company may decide to create two or more portfolios whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the portfolios but where different charges are applied. The Management Company may decide to limit the issue of units in any portfolio to certain investors qualifying for subscribing in any such portfolio because of their status, the minimum amount they invest or for qualifying under any other criteria determined by the Board of Directors and disclosed in the sales prospectus. In case where a Unitholder of a portfolio ceases, for any reason, to qualify under the aforesaid criteria applicable to the portfolio concerned, the Management Company may, subject to one month prior notice to the Unitholder concerned, convert such Unitholders' units into another portfolio using the net asset values per unit of the respective portfolios. The prior notice set forth in the preceding notice may not be less than one month and the relevant Unitholders may request redemption of their units, free of any charge, before the conversion becomes effective. The sales prospectus of the Fund will specify the details of each portfolio.

In order to achieve a more efficient management of each portfolio's assets, the Management Company may decide to create one or more joint investment accounts for the purpose of pooling part or all of the assets which are common in nature of two or more portfolios. The joint investment accounts are an internal structure of the Fund and they are not directly accessible for investment by the Unitholders.

In order to offer Islamic investors the opportunity to invest in units of Citi Islamic Portfolios the investments of the portfolios will be made in accordance with advice given by the Sharia Supervisory Board with respect to the eligibility of investments according to Sharia.

Sharia Supervisory Board

A committee of Fiqh scholars has been appointed by the Management Company to advise the Investment Manager or the Management Company on matters of Sharia. The Sharia Supervisory Board shall establish investment parameters acceptable to Sharia and monitor the compliance of CITI ISLAMIC PORTFOLIOS with the principles of Sharia. In particular, the Sharia Supervisory Board may advise the Investment Manager or the Management Company not to invest in or to sell investments which, in the opinion of the Sharia Supervisory Board, are not (or are no longer) in compliance with the principles of Sharia.

The Sharia Supervisory Board shall be comprised of between two and five members who shall be appointed for a term of one year. Subsequent appointments require the approval of the then current Sharia Supervisory Board. The term shall be automatically extended each year for a one year period while CITI ISLAMIC PORTFOLIOS is in existence, unless a member shall serve 60 days' notice to terminate to the Management Company (or vice versa). In any event, there shall at all times be a minimum of two members of the Sharia Supervisory Board.

The meetings of the Sharia Supervisory Board shall be valid if attended by a minimum of two members. When the Board is constituted by more than two members, a Chairman shall be appointed by mutual agreement of the members and resolutions, passed by a simple majority vote, shall be binding upon the Investment Manager.

Furthermore, on the advice of the Sharia Supervisory Board, the Investment Manager will estimate, in relation to each portfolio, amounts («impure income») attributable to activities by investee companies which are not compatible with the Sharia principles and determine the appropriate proportion of such amounts by reference to the fund's holdings in each investee company. These amounts are expected to derive either from interest received by investee companies, or from incidental activities of investee companies which do not comply with the principles of Sharia according to the Sharia Supervisory Board. At the beginning of each fiscal year, the Investment Manager will estimate the impure income in respect of each investee company in the portfolio on the basis of the information made publicly available by that company, updated quarterly for U.S. companies and annually for non-U.S. companies. The estimate of impure income for each investee company will be reviewed and adjusted quarterly in order to determine the amount of impure income in the net asset value of the Fund for that quarter and will be reported to the Unitholders semi-annually. In addition, an estimate of the impure income based on these quarterly calculations will be made available to Unitholders on each Valuation Day through their distributors or nominees or at the registered office of the Management Company. In any event, the amount of impure income will be provided for information purposes only and will not be distributed by the Fund. Therefore, the net asset value per unit will not be adjusted for impure income.

Art. 2. The Management Company. The Fund shall be managed on behalf of the Unitholders by the Management Company, which has its registered office in Luxembourg.

The Management Company is vested with extensive powers, within the limitations of Article 4 below, in managing the Fund on behalf of the Unitholders; in particular it shall be entitled to buy, sell, subscribe for, exchange and receive any securities and to exercise all the rights directly or indirectly connected with the Fund's assets. The Management Company may from time to time buy from or sell to members of the Citicorp group wherein so doing would be in the best interests of the Unitholders.

The Board of Directors of the Management Company shall determine the investment policy of the Fund in accordance with the limitations set out in Article 4 below. The Board of Directors of the Management Company may avail itself of the services of an investment advisor and/or investment manager. The Board of Directors may also entrust the managers or employees of the Management Company with the day-to-day execution of the investment policy and the general management of the Fund's assets. The Management Company may, in general, call on information services, consultants and other services; any fees thus incurred shall be borne exclusively by the Management Company.

The Management Company shall be entitled to an annual management fee, accrued daily based on the average net asset value of each portfolio.

Art. 3. The Depository Bank and Administration Agent. The Management Company shall appoint the Depository Bank, and pursuant to this Article has appointed CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A., a joint stock company organized under Luxembourg law with its registered office in Luxembourg.

Either the Management Company or the Depository Bank may terminate this contract at any time in writing upon three months' notice. The Management Company may, however, only dismiss the Depository Bank when a new Depository Bank takes over the functions and responsibilities of a Depository Bank as laid down in these Management Regulations within two months from the date of having given notice. After its dismissal the Depository Bank must also guarantee to carry out its functions as long as is necessary for the transfer of the Fund's total assets to the new Depository Bank.

In the event of the Depository Bank giving notice, the Management Company shall be obliged to appoint a new Depository Bank to take over the function and responsibilities of the Depository Bank in accordance with these Management Regulations. In this case the duties of the Depository Bank shall continue until the Fund's assets have been transferred to the new Depository Bank.

The Fund's assets shall be held by the Depository Bank on behalf of the Unitholders.

With the approval of the Management Company and under its own responsibility, the Depository Bank may entrust banks abroad with the deposit of securities of the respective portfolios, if the securities are listed or dealt on the respective foreign exchange or market or can only be delivered abroad.

The Depository Bank shall carry out all operations concerning the day-to-day administration of the assets of the Fund.

The Depository Bank must moreover:

- ensure that the sale, issue, redemption, cancellation and conversion of units effected on behalf of the Fund by the Management Company are carried out in accordance with the law and the Management Regulations;
- carry out the instructions of the Management Company, unless they conflict with the law or the Management Regulations;
- ensure that the transactions involving the assets of the Fund, the consideration is remitted to it within the usual time limits;
- ensure that the income of the Fund is applied in accordance with the Management Regulations.

The Depository Bank may only draw on the Fund's assets or make payments to third parties for the Fund by order of the Management Company and within the scope of these Management Regulations.

The Depository Bank shall be entitled to charge safekeeping fees out of the assets of the Fund, corresponding to the usual rates charges by the banks in Luxembourg. In the context of their respective roles, the Management Company and the Depository Bank must act independently and solely in the interest of the Unitholders.

The Management Company shall appoint the Administration Agent, and pursuant to this Article, has appointed CITIBANK (LUXEMBOURG) S.A. Either the Management Company or the Administration Agent may terminate this contract at any time in writing upon three months' notice. The Administration Agent shall provide administrative and clerical services to the Fund, including the preparation and filing of financial reports and the assumption of the registration and transfer agency functions.

Art. 4. Investment Objective Policy and Restrictions.

A) Investment Objective and Policy

The objective of the Fund is to offer investors the opportunity to participate in the world financial markets while adhering to Islamic principles, by providing a range of portfolios with specific investment objectives investing in non-interest bearing transferable securities and other liquid assets held on an ancillary basis including cash balances, subject to any relevant investment restrictions.

B) Investment Restrictions

1) The investments of the Fund must consist solely of:

- a) non-interest bearing transferable securities admitted to an official listing on a stock exchange in a European Union («EU») Member State;
- b) non-interest bearing transferable securities dealt on another regulated market in an EU Member State which operates regularly and is recognised and open to the public;
- c) non-interest bearing transferable securities admitted to an official listing on a stock exchange in the Americas, Europe and Middle East, Asia, Oceania or Africa or traded on another regulated market in the Americas, Europe and Middle East, Asia, Oceania or Africa which operates regularly and is recognised and open to the public (see Investment Objective and Policy);
- d) new issues of non-interest bearing transferable securities, provided that:
 - the terms of issue include an undertaking that application will be made for admission to an official listing on a stock exchange in the Americas, Europe and Middle East, Asia, Oceania or Africa or to another regulated market in the Americas, Europe and Middle East, Asia, Oceania or Africa which operates regularly and is recognised and open to the public (see Investment Objective and Policy);
 - such admission is secured within a year of issue.

2) However:

- a) each portfolio may invest up to 10% of its net assets in transferable securities other than those referred to in paragraph 1);
- b) the Fund may hold ancillary liquid assets which are non-interest bearing in the form of short-term investments but shall not hold transferable debt securities;
- c) each portfolio may invest no more than 10% of its net assets in transferable securities issued by the same body;
- d) the Fund may not acquire more than:
 - 10% of the non-voting equity securities of any single issuing body;
 - 10% of the units of any single Collective Investment Undertaking;
 the limits laid down in the second indent may be disregarded at the time of acquisition if, at that time, the net value of the shares issued cannot be calculated, and in any event, the selected investment undertaking must comply with the investment parameters established by the Sharia Supervisory Board;
- e) each portfolio may invest up to 10% of its net assets in units or shares of open-ended undertakings for collective investments that conform with Sharia principles as advised by the Sharia Supervisory Board. Investments in units or shares of a collective investment undertaking managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked by common management or control or by a substantial direct or indirect holding, shall be permitted only in the case of a collective investment undertaking specialised in investment in a specific geographical area or economic sector. No fees or costs, other than administrative and custody, will be charged on the assets invested in units or shares of a collective investment undertakings managed by the same management company or by any other company with which the management company is linked;

- f) the Fund shall not purchase any securities on margin or make short sales of securities or maintain a short position;
- g) the Fund may not acquire transferable securities which are not fully paid, except where this is part of local market practice, primarily new issues;
- h) the Fund may not pledge or otherwise mortgage any of the Fund's assets, or transfer or assign them for the purpose of guaranteeing a debt;
- i) the Fund will not underwrite or sub-underwrite securities of other issuers;
- j) the Fund may not invest in securities which cannot be readily resold because of legal or contractual restrictions or which are not otherwise readily marketable;
- k) the Fund may not grant loans or act as guarantor on behalf of third parties;
- l) the Fund need not comply with the limits laid down in these Investment Restrictions when exercising subscription rights attaching to transferable securities which form part of its assets;
- m) if the limits referred to in these Investment Restrictions are exceeded for reasons beyond the control of the Fund or as a result of the exercise of subscription rights (as laid down in 1)), future sales of securities should be given priority to remedying the situation, taking due account of the interests of its Unitholders;
- n) while ensuring observance of the principle of risk-spreading, each portfolio need not follow the restrictions in c) for six months following the date of their authorization;
- o) the Fund's assets may not be used as collateral for the issue of securities;
- p) the Fund may not carry out uncovered sales of transferable securities;
- q) the Fund may not acquire securities which are bound by contractual provisions (letter stocks).

The Management Company is not authorised to employ techniques and instruments relating to transferable securities and to employ techniques and instruments intended to provide protection against exchange risks.

The Management Company, with the agreement of the Depository Bank may impose other investment restrictions at any time in the interest of the Unitholders whenever necessary to comply with the laws and requirements of those countries where the Fund units are offered.

D) Pooling of Assets

The Fund may decide to create one or more joint investment accounts (a «JIA» or collectively «JIAs» and to contribute all or part of the assets of two or more portfolios to one or more JIAs.

The Management Company shall determine at the creation of a JIA the category and type of assets which may be contributed to such JIA as well as all other criteria such assets must comply with. Portfolios may contribute to a JIA only those assets commonly fulfilling these conditions. A portfolio may contribute up to 100 per cent of its assets to one or more JIAs. Contributions to or withdrawals from a JIA may be effected at any time deemed appropriate for such portfolio.

Any such JIA shall first be formed by transferring to it cash or other assets from each of the contributing portfolios. Thereafter the Fund may from time to time make further transfers to the JIA. It may also transfer assets from a HA to a contributing portfolio, up to the amount of the participation of the relevant contributing portfolio.

The assets contributed to a JIA shall be managed in accordance with the investment objectives, policies and restrictions of each of the contributing portfolios.

The participation of a portfolio in each JIA shall be determined by reference to a notional unit (the «accounting unit») of equal value issued separately by each JIA. At the creation of a JIA, the Fund shall determine the initial value of the accounting unit and shall allocate to each portfolio participating in such JIA a number of accounting units having an aggregate value equal to the value of the assets contributed. The value of an accounting unit shall be obtained by dividing the net asset value of the JIA by the number of outstanding units of such JIA.

When additional assets are contributed to or withdrawn from a JIA, the allocation of units to the concerned portfolio will be increased or reduced as the case may be by a number of units determined by dividing the value of the assets contributed or withdrawn by the current value of a unit. Where a contribution is made in cash, it will be treated for the purpose of this calculation as reduced by an amount which the Fund considers appropriate to reflect fiscal charges and dealing and purchase costs which may be incurred by investing the cash concerned; in the case of cash withdrawal, a corresponding addition will be made to reflect costs which may be incurred in realising assets of the relevant JIA.

Where any asset is derived from another asset, such derivative asset shall be applied to the same JIA from which it was derived and on each revaluation of an asset the increase or diminution in value shall be applied to the relevant JIA.

The Management Company may reallocate any asset previously allocated by them if in their opinion circumstances so require.

The Management Company may appropriate an asset from one JIA to another JIA if for any reason (including, but not limited to a creditor proceeding against certain assets of the Fund) a liability would but for such appropriation not have been borne wholly or partly in the manner determined by the Management Company under Article 4 of the Management Regulations.

The value of assets contributed to, withdrawn from, or forming part of a JIA at any time and the net asset value of the JIA shall be determined in accordance with the provisions (mutatis mutandis) of Article 8 of the Management Regulations provided that the value of the assets referred to above shall be determined on the day of such contribution or withdrawal.

Dividends and other distributions of an income nature received in respect of the assets in a JIA shall be applied to the JIA and cause the respective net assets to increase. On the liquidation of the Fund or the closure of a JIA, the assets in such JIA will be allocated to the participating portfolios in proportion to their respective participation in such JIA.

All assets in a given JIA shall remain at all times the undivided co-ownership of the participating portfolios having contributed to such JIA.

Art. 5. Issuing of Units. Units for each portfolio shall be issued by the Management Company in Luxembourg. Units will be immediately registered upon payment of the issue price to the Depository Bank. Unitholders are only co-proprietors of the portfolio in which they hold units. Units shall be issued by the Management Company denominated in the currency of the respective portfolio.

The Management Company may appoint a third party as agent for the sale of units, and likewise may entrust a third party with the exclusive sale thereof.

The Management Company shall observe the laws and requirements of the countries in which units are offered. To comply with such requirements the Management Company may impose additional conditions on the distribution of units outside Luxembourg which may be reflected in the offering documentation in those countries. The Management Company may, at any time and at its own discretion, suspend or limit the issue of units for a particular period or indefinitely for individuals or corporate bodies in particular countries or areas. The Management Company may exclude certain individuals or corporate bodies from the purchase of units when such a measure is necessary to protect the Unitholders and the Fund in its entirety.

Moreover, the Management Company may refuse or delay subscription applications at its own discretion and at any time redeem units held by Unitholders prohibited from acquiring or holding units.

Art. 6. Issue Price. The issue price is the net asset value per unit for each class of unit as calculated on the Valuation Day immediately following the receipt of the application, if accepted. A sales commission of up to 5% of the net asset value per unit in addition to any issue taxes incurred may be charged.

The Dealing Day (as defined in the Sales Prospectus) is the day on which applications for subscriptions, redemptions and conversions must be received in order to be considered for the immediate following Valuation Day. If a Dealing Day is not a full banking business day in Luxembourg, the Dealing Day is the preceding full banking business day in Luxembourg.

The Valuation Day is the day on which the calculation of the net asset value of each portfolio is made on the basis of the last known sales prices. This day being the first Luxembourg business day following a Dealing Day. In the event that an exchange or market which serves as the basis for the valuation of a considerable part of a portfolio's assets is closed for public holidays, the Management Company reserves the right to defer the Valuation Day to the following full banking business day in Luxembourg.

The application must be received by the Administration Agent before midnight Luxembourg time on a Dealing Day. Payment of the subscription proceeds must be made to the Depository Bank within 5 business days after the Dealing Day.

In case the applications are not received on a Dealing Day by midnight or determination of the net asset value has been suspended, application will be deemed to have been received on the next Dealing Day.

Subscriptions in kind

The Management Company may, at its complete discretion, decide to accept securities as valid consideration for a subscription provided that these comply with the investment policy and restrictions of the relevant portfolio. Units will only be issued upon receipt of the securities being transferred as payment in kind. Such transactions, if made, will be reviewed and validated by an independent auditor appointed by the Management Company. A report, created by the independent auditor, will be issued to the Management Company detailing the securities transferred, their respective market values on the day of transfer and the number of units issued. The Sharia Supervisory Board should review and approve the securities for subscriptions in kind. Exceptional costs resulting from a subscription in kind will be borne exclusively by the subscriber.

Art. 7. Ownership of Units. Subject to local law in countries where units are offered, ownership of units shall be evidenced by written confirmation of the registration in the register of units. Only registered units will be issued. Units may be issued in fractions up to 3 decimal places.

The Management Company may split or consolidate the units in the interest of the Unitholders.

Art. 8. Net Asset Value. The net asset value per unit of each portfolio is determined by dividing the total net asset value of each portfolio by the total number of units of the respective portfolio in circulation. This is calculated separately for each portfolio on dates specified in the current prospectus (a «Valuation Day»). The net asset value for each portfolio shall be expressed in the currency of that portfolio. The calculation of the net asset value will take place at least once a month.

The value of the assets of each portfolio is determined as follows:

1. Securities listed on an official exchange or dealt on another regulated market which operates regularly and is recognized and open to the public, are valued on the basis of the last known sales price. If the same security is quoted on different markets, the quotation of the main market for this security will be used.
2. Non-listed securities and securities which are listed or dealt on a regulated market but in respect of which the last sales price is not representative of the fair value, are valued by the base of their probable sales price as determined with prudence and in good faith by the Board of Directors of Management Company.
3. Liquid assets are valued at their nominal value.

Assets denominated in a currency other than the reference currency of the portfolio are revalued using the applicable foreign exchange rate.

In the event of it being impossible or incorrect to carry out a valuation in accordance with the above rules owing to particular circumstances, such as hidden credit risk, the Management Company is entitled to use other generally recognized valuation principles, which can be examined by an auditor in order to reach a proper valuation of the Fund's total assets. For the purpose of establishing the annual consolidated reports, the total net assets of the Fund shall be expressed in US dollars and shall correspond to the difference between the total assets and the total liabilities of the

Fund. To the effect of this calculation, the net assets of each segregated portfolio shall be converted into US dollars. The report shall comprise specific information on each portfolio as well as consolidated information on the Fund.

Art. 9. Redemption. Unitholders may request redemption of their units on any Dealing Day in Luxembourg. Applications for redemption must be sent to the Administration Agent and are considered until midnight Luxembourg time on a Dealing Day. For redemption applications received after midnight on a Dealing Day or when determination of the net asset value has been suspended, application will be deemed to have been received on the next Dealing Day. The redemption price for each class of units is based on the net asset value calculated on the Valuation Day immediately following the receipt of the redemption application.

Depending on the development of the net asset value the redemption price may be higher or lower than the purchase price paid.

Under normal conditions, no redemption fee will be charged.

However, when considered appropriate by the Management Company in case of significant redemption requests, a redemption fee will be charged at the maximum rate of 0.75% for all redemptions on that Dealing Day. In this case, the redemption price for each class of units will be calculated by deducting the same rate of redemption fee from the net asset value of the relevant portfolio to reflect the fiscal charges, dealing and realisation costs which would have been incurred on the assumption that the corresponding amount of securities and other assets comprised in the portfolio had been realised on the date of the calculation at prices equal to their respective values, and with the aim of protecting the remaining Unitholders of the portfolio from carrying said costs and charges.

The collected amounts accrue to the relevant portfolio and are immediately reinvested.

In case of a significant volume of redemption requests for any Dealing Day, the Management Company may decide that part or all such requests for redemption be deferred until the corresponding assets have been sold.

Under normal conditions, the Management Company must ensure sufficient liquidity in the Fund's assets so that upon receipt of the redemption application, payment for the redemption of units can be effected within 5 business days after the Valuation Day.

Payments of the redemption proceeds may be impacted when any specific statutory provisions such as foreign exchange restrictions, or any circumstances beyond the Depository Bank's control make it impossible to transfer the redemption value to the country where the redemption was requested. Moreover, with the agreement of the Management Company, the Depository Bank may, in case of massive redemption applications, delay payment of the redemption price until it has sold the corresponding assets.

On payment of the redemption price of the corresponding Fund units cease to be valid.

Art. 10. Conversion of Units. Unitholders may request conversion of units of one portfolio to units of another portfolio or vice versa on any Dealing Day in Luxembourg. Conversion will take place at the net asset value per unit of the respective portfolios established on the first common Valuation Day immediately following the receipt by the Administration Agent of an application for conversion, together with the applicable foreign exchange rate. Applications for conversions are considered until midnight Luxembourg time on a Dealing Day. For conversion applications received after midnight on a Dealing Day or when determination of the net asset value has been suspended, application will be deemed to have been received on the next Dealing Day. No charges other than usual administrative charges will apply on conversion of units.

According to Article 11, the Management Company and the Depository Bank have discretion to delay applications for conversion, suspend or limit the issue of units for any portfolio if deemed in the best interests of the Unitholders of the portfolio(s) concerned. Such decision shall be communicated to the investors effected by all appropriate means.

Art. 11. Temporary Suspension of Valuation of the Net Asset Value and of the Issue Redemption and Conversion of Units for one or all of the portfolios. The Management Company may temporarily suspend calculation of the net asset value and hence the issue and redemption and conversion of units for one or all of the portfolios when:

- a) trading on a market which is the basis for the valuation of a major part of a portfolio's assets is limited or suspended or when such a market or stock exchange is closed (except for regular weekends or holidays);
- b) a political, economic, military, monetary or other emergency beyond the control, responsibility or influence of the Management Company makes the disposal of a portfolio's assets impossible;
- c) disruption of the communications network or any other reason makes it impossible to determine the value of a considerable part of a portfolio's assets;
- d) owing to limitations on the exchange transactions or other transfers of assets, the business transactions become impractical for a portfolio, or where it can be objectively demonstrated that purchases and sales of a portfolio's assets cannot be effected at normal market rates.

Art. 12. Expenses of the Fund. The Fund shall bear the following expenses:

1. The different portfolios will incur an annual charge which reflects the management fee, custody fee, and administration fee. The annual charge, in aggregate, will not exceed 1.75% per annum, calculated on each Valuation Day, accrued daily and paid monthly based on the average net asset value of each portfolio. Payment of the management fee is to the Management Company, while the Depository Bank will charge the custody fee and the administration fee to the portfolios.

2. Correspondent fees of the Depository Bank.

3. Standard brokerage and bank charges incurred by each of the portfolio's business transactions.

4. The initial expenses of the portfolios existing at the establishment of the Fund, amounting approximately to USD 20,000.-, amortized over a period of 5 years by these portfolios. In the case of the launch of a new portfolio, expenses in relation to the launch shall be charged to the new portfolio and amortized over a period of 5 years.

5. Other expenses incurred in the Fund's operations by the Management Company or the Depository Bank, including audit fees, printing costs (prospectuses, annual and semi-annual reports in all required languages, unit certificates, notices to Unitholders...), director's fees and expenses and in general, the costs of any additional services rendered and expenses incurred related to the Fund's day-to-day activities.

6. The honorarium to be paid to the Sharia Supervisory Board with a maximum of USD 100,000.- per year for the Fund.

7. Any additional non-recurrent fees, including legal advice, incurred for exceptional steps taken in the interest of the Unitholders.

8. A tax of 0.06% per annum is imposed on the net assets of the Fund by the Grand Duchy of Luxembourg, calculated quarterly on the basis of the net asset value of each portfolio on the last day of the quarter.

All recurring fees are directly charged to the Fund's assets, whereas other expenses may be amortized over a period of 5 years.

The actual charge made during any semi-annual period will be disclosed in the semi-annual and annual reports of the Fund.

In the case where the above-mentioned expenses of the Fund can not be considered as being attributable to a particular portfolio, such expenses shall be allocated to all the portfolios pro rata to the net asset value of each portfolio.

When the Fund incurs any of the above-mentioned expenses which relate to any particular portfolio or to any action taken in connection with a particular portfolio, such expense shall be allocated to the relevant portfolio.

All liabilities, whatever portfolio they are attributable to, shall be binding upon the Fund as a whole.

Art. 13. Business Year, Audit. The Fund's business year shall end on March 31st each year. The annual statement of account of the Management Company shall be audited by the statutory auditor of the Management Company and the Fund's annual report by an authorized independent auditor appointed by the Management Company. The first fiscal year will end on March 31st, 1999.

Art. 14. Distributions. At the moment, the Management Company does not intend to make any distributions on account of any portfolio and any income will be accumulated to the relevant portfolio.

The Board of Directors of the Management Company may, however, decide, if the Board considers that it is in the interest of the unitholders, to pay annual dividends out of the net income and net realized gains available for distribution. Distributions are made within the limits foreseen by the law.

Dividend announcements will be published in the International Herald Tribune. Dividends not collected within five years from the pay-date will lapse and will accrue to the relevant portfolio. The Depository Bank will act as a paying agent.

Art. 15. Amendments to these Management Regulations. The Management Company may amend these Management Regulations in full or in part at any time in the interests of the Unitholders and with the consent of the Depository Bank.

Amendments shall take effect 5 days after their publication in the Luxembourg Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Art. 16. Announcements. The net asset value per unit and the issue and redemption price per unit shall be available at the registered office of the Management Company on every banking day in Luxembourg for each class of units.

The audited annual business report, which shall be published within 4 months following the close of the accounting year, and all interim reports, which shall be published within two months following the close of the relevant period shall be available to Unitholders at the registered offices of the Management Company, the Depository Bank and all Sales Agents.

Amendments to the Management Regulations and Notices to Unitholders, including notices about the suspension of the calculation of the net asset value and of the redemption of Units, may be published in the newspapers of countries where Units are offered and sold, or communicated via any other means deemed appropriate by the Board of Directors.

Art. 17. Duration, Liquidation of the Fund, Closure and Merger of the Portfolios. There is no limit to the duration of the Fund; the Fund may however be liquidated or any of its portfolios closed or merged.

The Fund may be liquidated in any of the cases provided for by Article 21 of the law of March 30, 1988 relating to collective investment undertakings. Notice of the event giving rise to liquidation shall be published without delay. As soon as the event giving rise to liquidation occurs, no units will be issued, redeemed or converted. Following changes in the economic or political environment, the Fund may also be liquidated according to a decision of the Management Company and the Depository Bank. Notice of the liquidation of the Fund in these circumstances must be given to the Unitholders concerned prior to the liquidation of the Fund. No units will be issued, redeemed or converted as from the commencement of the liquidation by the Management Company and the Depository Bank.

The notice shall be published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations of Luxembourg and in at least three Luxembourg and foreign newspapers with appropriate distribution to be determined by the Management Company or the Depository Bank, one of which must be a newspaper issued in Luxembourg.

In the event of liquidation, the net liquidation proceeds of the Fund, will be distributed to Unitholders in proportion to their respective holdings in the underlying portfolios as at the date of liquidation in accordance with the law of March 30, 1988. Liquidation proceeds which cannot be distributed to Unitholders shall be deposited at the close of liquidation with the «Caisse de Consignations» for a period of 30 years.

Following changes in the economic and political environment, the Management Company and the Depository Bank may decide to close one or more portfolios. Notice of the closure of a portfolio or portfolios must be given to the Unitholders concerned prior to the date of closure. No units of the portfolio or portfolios will be issued, redeemed or

converted after the date of decision of the closure by the Management Company and the Depository Bank. Notice to Unitholders of the respective portfolio will be given in accordance with Article 16 «Announcements» (see above). The Management Company will redeem the outstanding units and reimburse the Unitholders in proportion to their respective holdings as at the date of the closure. Proceeds which are not claimed from the Depository Bank within six months of the completion of the closure, will be deposited with the «Caisse des Consignations» for a period of 30 years.

Following changes in the economic and political environment, the Management Company and the Depository Bank may decide to merge two or more portfolios of the Fund as well as merge one or more portfolios of the Fund into another Luxembourg Undertaking for Collective Investment. This Undertaking must preserve the Islamic nature of the Fund. Prior notice will be given to Unitholders of the respective portfolios in accordance with Article 16 «Announcements» (see above). Following the decision to merge, no more units of the respective portfolios will be issued. Unitholders not wishing to participate in the merger may request reimbursement of their respective holdings during a period of one month following publication of the Notice, by contacting the Management Company in writing and will be reimbursed, free of charge, at the applicable net asset value determined on the day of the merger.

Unitholders, their heirs and any other beneficiaries may not demand the dissolution or division of the Fund.

Art. 18. Expiry of Claims. Unitholders' claims against the Management Company or the Depository Bank shall cease to be valid 5 years after the date of the occurrence giving rise to the claim.

Art. 19. Applicable Law, Jurisdiction and Language of Reference. The District Court of Luxembourg shall have jurisdiction over any disputes between the Unitholders, the Management Company, the shareholders thereof and the Depository Bank, and Luxembourg law shall apply. The Management Company and the Depository Bank nevertheless submit themselves and the Fund to the jurisdiction of any country in which units are offered and sold, in respect of claims by Unitholders solicited by sales agents appointed in the respective country.

The English-language version of these Management Regulations shall be binding; the Management Company and the Depository Bank nevertheless admit the use of translations approved by them, into the languages of countries in which units are offered and sold, and these shall be binding in respect of such units sold to investors in those countries.

These Management Regulations shall come into effect on October 6, 1997.

A. Alaoui
The Management Company

Signature
The Depository Bank

Enregistré à Luxembourg, le 29 octobre 1997, vol. 499, fol. 17, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(39982/014/463) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 1997.

SOCIETE D'INVESTISSEMENT EUROPEEN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 23.053.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 25 1997, vol. 496, fol. 98, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 16 juin 1997

L'assemblée reconduit le mandat d'administrateur de M. Pierre Schill et de Mme Denise Vervaeet ainsi que celui du commissaire aux comptes pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1997.

L'assemblée appelle aux fonctions d'administrateur, Monsieur Roger Meyer, employé privé, demeurant à Christnach, pour une même période.

Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour la société
Signature

(31758/506/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

SPACE EQUIPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1^{er}.
R. C. Luxembourg B 50.415.

A) Par décision du conseil d'administration du 18 juin 1997, le siège social a été transféré du 56 au 54, boulevard Napoléon 1^{er} à L-2210 Luxembourg.

B) Par décisions de l'assemblée générale ordinaire du 8 août 1997, le nombre des administrateurs a été porté de trois à quatre et Monsieur Hugues Baudenet d'Annoux, économiste, Lausanne, a été nommé nouvel administrateur jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de l'an 2000.

Luxembourg, le 8 août 1997.

Pour avis sincère et conforme
Pour SPACE EQUIPMENT S.A.
KPMG Financial Engineering
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 20 août 1997, vol. 496, fol. 85, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31762/528/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1997.

**COMPAGNIE DE PARTICIPATIONS FINANCIERES (LUXEMBOURG) S.A.,
Société Anonyme.**

Registered office: L-5230 Sandweiler, route de Luxembourg, auf der Hokaul.
R. C. Luxembourg B 28.500.

*Extract from the minutes of the Extraordinary General Meeting of the Shareholders
held on 30th October, 1997 at the registered office*

The meeting resolved:

- to accept the resignation of Mr Stefan Schepers as director and chairman of the Company to grant him discharge for his mandate;
- to increase the number of directors from four to five;
- to appoint Mr Erwin Bette, accountant, resident in Luxembourg and Mr Herbert Oelke, businessman, resident in Luxembourg, as «A» directors of the Company and to confirm the composition of the board of directors as follows:
 - «A» director: Mr Erwin Bette as director (Finance);
 - «A» director: Mr Herbert Oelke as director (General Managing Director);
 - «B» director: Mr Graham J. Wilson as director (non executive and Chairman);
 - «B» director: Mr Andrew McGivern as director;
 - «B» director: Mr Robert Eichhorn as director.

French translation - Traduction en français

*Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires
tenue le 30 octobre 1997 au siège social*

L'Assemblée a décidé:

- d'accepter la démission de M. Stefan Schepers de ses fonctions d'administrateur et de président du conseil d'administration et de lui accorder décharge pour l'exercice de son mandat;
- d'augmenter le nombre des administrateurs de quatre à cinq;
- de nommer M. Erwin Bette, comptable, demeurant à Luxembourg et M. Herbert Oelke, homme d'affaires, demeurant à Luxembourg, administrateurs du groupe «A» de la société et de confirmer la composition du conseil d'administration comme suit:
 - «A» administrateur: M. Erwin Bette, Directeur Financier;
 - «A» administrateur: M. Herbert Oelke, Directeur Général;
 - «B» administrateur: M. Graham J. Wilson, «non executive», Président du conseil d'administration;
 - «B» administrateur: M. Andrew McGivern, administrateur;
 - «B» administrateur: M. Robert Eichhorn, administrateur.

Certified true extract/Extrait certifié conforme
For the Board of Directors/Pour le Conseil d'Administration
G. J. Wilson
Chairman/Président

Enregistré à Luxembourg, le 5 novembre 1997, vol. 499, fol. 40, case 11. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(40799/520/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 1997.

SCANDINAVIAN COMPANY LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 615, rue de Neudorf.
R. C. Luxembourg B 36.201.

EXTRAIT

Suivant résolution circulaire du conseil d'administration, enregistrée à Remich en date du 5 août 1997, vol. 174, fol. 51, case 3, aux droits de 500,- francs, les membres du conseil d'administration de SCANDINAVIAN COMPANY LUXEMBOURG S.A. ont pris, à l'unanimité, la résolution suivante:

Que SCANDINAVIAN COMPANY LUXEMBOURG S.A. décide d'ouvrir une filiale respectivement succursale en Belgique, sous la dénomination SCANDINAVIAN COMPANY BELGIUM BRANCH. L'adresse de la filiale est fixée à B-1410 Waterloo, 133, Chaussée de Tervueren.

La filiale poursuivra le même objet que la société, à savoir l'importation et l'exportation de marchandises à l'exclusion de matériel militaire, l'exploitation d'un débit de boissons alcooliques et non-alcooliques, la prestation de services de secrétariat et de conseil économique.

Le conseil d'administration désigne Madame Ing-Mari Klem, demeurant à B-1410 Waterloo, 47, avenue Belle Vue, en tant que responsable de la filiale.

Pour extrait certifié conforme aux décisions prises.

Remich, le 1^{er} juillet 1997.

Pour SCANDINAVIAN COMPANY LUXEMBOURG S.A.
K. Skauland T. Skogby B. Oi

Délivré sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Remich, le 5 août 1997.

A. Lentz.

(31751/221/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

SHIPPING AND INDUSTRY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 36.086.

Le bilan de la société au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 21 août 1997, vol. 496, fol. 93, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Réquisition d'inscription au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

La Banque domiciliataire
Signatures

(31754/039/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

SHIPPING AND INDUSTRY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R. C. Luxembourg B 36.086.

*Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale des actionnaires,
tenue à Luxembourg, le 23 juillet 1997*

M^e Charles Duro, M^e Philippe Morales et Mme Malou Faber ont été réélus administrateurs de la société pour une période d'une année jusqu'à l'assemblée générale de 1998.

Le conseil d'administration se compose comme suit:

M^e Charles Duro;

M^e Philippe Morales;

Mme Malou Faber.

Réquisition d'inscription au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

La Banque domiciliataire.

Enregistré à Luxembourg, le 21 août 1997, vol. 496, fol. 93, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31755/039/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

UNIPATENT HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 23.391.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 25 août 1997, vol. 496, fol. 97, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 1997.

UNIPATENT HOLDING S.A.
Signature

(31785/588/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

TOPAS, Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 40.717.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1996, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 19 août 1997, vol. 496, fol. 83, case 5, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 août 1997.

Signature.

(31779/534/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

SIV-HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 19, rue du Kirchberg.
R. C. Luxembourg B 43.483.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 25 août 1997, vol. 496, fol. 98, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 août 1997.

(31756/696/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

TETRAS INT. S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.
R. C. Luxembourg B 40.133.

Le bilan au 31 décembre 1996, enregistré à Luxembourg, le 25 1997, vol. 496, fol. 98, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 6 mai 1997

L'assemblée reconduit le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes pour une période venant à échéance à l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice 1997.

Luxembourg, le 26 août 1997.

Pour la société
Signature

(31772/506/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

TRANSMIDEAST S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R. C. Luxembourg B 19.628.

Constituée par-devant Maître Gérard Lecuit, notaire de résidence alors à Mersch et maintenant à Hesperange, en date du 3 août 1982, acte publié au Mémorial C, n° 262 du 21 octobre 1982, modifiée par-devant le même notaire en date du 16 octobre 1984, acte publié au Mémorial C, n° 328 du 4 novembre 1984, modifiée par-devant le même notaire en date du 17 décembre 1985, acte publié au Mémorial C, n° 51 du 26 février 1986.

Le bilan au 31 mars 1997, enregistré à Luxembourg, le 20 août 1997, vol. 496, fol. 85, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1997.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme
Pour TRANSMIDEAST S.A.
KPMG Financial Engineering
Signature

(31780/528/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 1997.

TRIAD-EGYPT CORPORATION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 12.002.

Depuis le 15 juillet 1997, la composition du conseil d'administration est la suivante:

Maître Pierre Berna, avocat, demeurant à Luxembourg, président;

Monsieur Sami Fadel Barakat, administrateur de sociétés, demeurant à Genève (Suisse);

Maître Adel Barakat, avocat, demeurant à Genève (Suisse).

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TRIAD-EGYPT CORPORATION S.A.
Signature

Enregistré à Luxembourg, le 22 août 1997, vol. 496, fol. 96, case 2. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(31781/255/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

UNICA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.
R. C. Luxembourg B 49.658.

*Extrait des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires de la société
lors de sa réunion du 28 avril 1997*

– La délibération sur les comptes annuels au 31 décembre 1996 est reportée à une date ultérieure.

– Le mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes en fonction est provisoirement renouvelé jusqu'à la date de l'assemblée générale ajournée.

Luxembourg, le 7 août 1997.

Pour extrait conforme
Secrétaire de l'assemblée

Enregistré à Luxembourg, le 12 août 1997, vol. 496, fol. 68, case 1. – Reçu 500 francs.

Le Receveur ff. (signé): D. Hartmann.

(31782/631/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 1997.

DYKE INVESTMENT S.A., Société Anonyme.

RECTIFICATIF

A la page 29516 du Mémorial C N° 615 du 5 novembre 1995, il y a lieu de lire:

Le bilan au 31 décembre 1995, enregistré à Luxembourg, le 11 août 1997, vol. 496, fol. 61, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 août 1997.

(04115/520/8)

INDY S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 38.158.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 décembre 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

I (04086/526/17)

Le Conseil d'Administration.

JANEK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 37, rue Notre-Dame.
H. R. Luxemburg B 15.356.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 8. Dezember 1997 um 11.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars.
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebnisuweisung per 30. September 1997.
3. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar.
4. Beschlussfassung über die mögliche Auflösung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Gesellschaften.
5. Verschiedenes.

I (04087/526/16)

Der Verwaltungsrat.

ALL-SPORT INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 39.673.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 décembre 1997 à 16.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04089/526/15)

Le Conseil d'Administration.

FRAZIL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 34.908.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 8 décembre 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04090/526/14)

Le Conseil d'Administration.

FONTANINA HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 22.881.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 décembre 1997 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

I (04092/526/16)

Le Conseil d'Administration.

PROVIS FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 4, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.418.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 décembre 1997 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04094/526/14)

Le Conseil d'Administration.

MORISA LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.306.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 décembre 1997 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04095/526/14)

Le Conseil d'Administration.

FONIK S.A., Société Anonyme.
Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 34.523.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 9 décembre 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 30 juin 1996 et 1997.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

I (04096/526/16)

Le Conseil d'Administration.

ATHOS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 26.200.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 10 décembre 1997 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

I (04097/526/16)

Le Conseil d'Administration.

SALUX S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: Luxemburg, 37, rue Notre-Dame.
H. R. Luxemburg B 23.844.

Die Aktieninhaber sind hiermit eingeladen, der

VERTAGTEN ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

die am 10. Dezember 1997 um 10.00 Uhr am Gesellschaftssitz, mit folgender Tagesordnung stattfindet, beizuwohnen:

Tagesordnung:

1. Geschäftsbericht des Verwaltungsrates und Bericht des Kommissars.
2. Billigung des Jahresabschlusses sowie der Ergebnisuweisung per 31. Dezember 1996.
3. Entlastung an Verwaltungsrat und Kommissar.
4. Statutarische Ernennungen.
5. Beschlussfassung über die mögliche Auflösung der Gesellschaft gemäss Artikel 100 des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Gesellschaften.
6. Verschiedenes.

I (04098/526/17)

Der Verwaltungsrat.

TEXFIN INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 29.177.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 10 décembre 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation du rapport du liquidateur.
2. Désignation d'un commissaire à la liquidation.
3. Fixation d'une date pour la tenue d'une nouvelle Assemblée Générale appelée à écouter le rapport du commissaire à la liquidation, à délibérer sur le résultat de la liquidation et à décider la clôture de la liquidation de la société.

I (04099/526/14)

Le Liquidateur.

31147

FORTECOLUX HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 28.303.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura exceptionnellement lieu le 10 décembre 1997 à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Divers.

I (04100/526/14)

Le Conseil d'Administration.

NOUVELLE S.O.K.B. INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 51.728.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE REPORTEE

qui aura lieu le 8 décembre 1997 à 9.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 1996.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.
5. Divers.

I (04131/526/16)

Le Conseil d'Administration.

AIRED, ARAB INTERNATIONAL REAL ESTATE DEVELOPMENT S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 14.073.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura exceptionnellement lieu le 10 décembre 1997 à 12.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Conseil d'Administration concernant l'exercice 1996
2. Approbation des comptes concernant l'exercice 1996 et attribution du résultat
3. Examen du rapport du commissaire
4. Décharge au commissaire et aux membres du Conseil d'Administration pour leurs activités concernant l'exercice 1996
5. Elections
6. Décision à prendre dans le cadre de l'article 100 de la loi du 10 août 1915
7. Divers

I (04132/526/18)

Le Conseil d'Administration.

TATAMIS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 20.595.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui aura lieu le 22 décembre 1997 à 13.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

L'Assemblée Générale du 20 octobre 1997 n'a pas délibéré valablement sur ce point de l'ordre du jour, le quorum prévu par la loi n'ayant pas été atteint.

I (04140/526/15)

Le Conseil d'Administration.

HIVESTA S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 37, rue Notre-Dame.
R. C. Luxembourg B 11.691.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

which will be held on *December 22th, 1997* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10th, 1915.

The Annual General Meeting of October 20th, 1997 could not deliberate in due form on this item of the agenda as the quorum required by law was not attained.

I (04141/526/15)

The Board of Directors.

FRANCE LUXEMBOURG INVEST, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 52, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 31.583.

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la société se tiendra au siège social, le *lundi 8 décembre 1997* à 10.00 heures pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises;
2. Approbation des comptes au 30 septembre 1997;
3. Affectation des résultats;
4. Décharge aux administrateurs;
5. Nominations statutaires;
6. Divers.

Pour être admis à l'Assemblée Générale, tout propriétaire d'actions au porteur doit déposer ses titres aux sièges et agences du Crédit Européen ou du Crédit Mutuel, et faire part de son désir d'assister à l'Assemblée, le tout cinq jours francs au moins avant l'Assemblée.

Les actionnaires en nom seront admis sur justification de leur identité, à la condition d'avoir, cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître au Conseil d'Administration leur intention de prendre part à l'Assemblée.

I (04180/755/21)

Le Conseil d'Administration.

PASTOR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 39.080.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le *8 décembre 1997* à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

I (04190/029/18)

Le Conseil d'administration.

31149

COFITEX, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen.
R. C. Luxembourg B 10.475.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, le 9 décembre 1997 à 11.30 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1997
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux administrateurs et au Commissaire aux comptes
5. Nominations statutaires
6. Divers

I (04192/029/18)

Le Conseil d'administration.

BERTOPHE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 50, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 41.269.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le lundi 8 décembre 1997 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapports de Gestion du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de pertes et profits au 31 décembre 1996. Affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

I (04213/595/15)

Le Conseil d'Administration.

EUROFEDERAL, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 27.019.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra à Luxembourg, 25C, boulevard Royal, vendredi, le 5 décembre 1997 à 9.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- 1) Modification des deux premières phrases du paragraphe 2 de l'article 21 des statuts pour leur donner la teneur suivante:
«L'assemblée générale se réunit dans la ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans la convocation le premier jeudi du mois de septembre à 10.00 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée générale se réunit le premier jour ouvrable suivant.»
- 2) Modification de l'article 24 des statuts pour lui donner la teneur suivante:
«L'exercice social de la société commence le premier avril et se termine le trente et un mars de l'année suivante.»

I (04241/231/18)

Le Conseil d'Administration.

SYSNET S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 54.369.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 2 décembre 1997 à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 30 juin 1997.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales.
6. Divers.

II (04118/50/16)

*Le Conseil d'Administration.***COMPAGNIE FINANCIERE ROYALE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 31.961.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à une

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le vendredi 28 novembre 1997 à 14.15 heures, 16, allée Marconi, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Mise en liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur et définition de ses pouvoirs.
3. Transfert du siège social.

II (04128/504/13)

*Le mandataire.***TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R. C. Luxembourg B 35.177.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETINGof Shareholders (the «Meeting») of TEMPLETON GLOBAL STRATEGY FUNDS (the «Company») will be held at the registered office of the Company on *November 28th, 1997* at 11.00 a.m., with the following agenda:*Agenda:*

- Presentation of the Report of the Board of Directors;
- Presentation of the Report of the Auditors;
- Approval of the Financial Statements of the Company for the accounting year ended June 30th, 1997;
- Discharge of the Board of Directors and of the Auditors;
- Re-election of the following ten present Directors: Messrs Charles E. Johnson, Dickson B. Anderson, The Honorable Nicholas F. Brady, Martin L. Flanagan, His Grace The Duke of Abercorn James Hamilton, Mark G. Holowesko, The Right Reverend Michael A. Mann, Daniel Marx, Gregory E. McGowan and Dr. J.B. Mark Mobius;
- Re-election of COOPERS & LYBRAND S.C. as Auditors;
- Approval of the payment of annual dividends for the accounting year ended June 30th, 1997;
- Consideration of such other business as may properly come before the Meeting.

Voting:

Resolutions on the agenda of the Meeting will require no quorum and will be taken at the majority of the votes expressed by the Shareholders present or represented at the Meeting.

Voting arrangements:

Holders of registered Shares who cannot attend the Meeting may vote by proxy by returning the form of proxy sent to them to the offices of TEMPLETON GLOBAL STRATEGIC SERVICES S.A., 26, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, no later than November 21st, 1997 at 5.00 p.m.

Holders of bearer Shares who wish to attend the Meeting or vote at the Meeting by proxy should deposit their Share certificates with CHASE MANHATTAN BANK LUXEMBOURG S.A., 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg, no later than November 21st, 1997 at 5.00 p.m. The Shares so deposited will remain blocked until the day after the Meeting.

Venue of the Meeting

Shareholders are hereby advised that the Meeting may be held at such other place in Luxembourg than the registered office of the Company if exceptional circumstances so require in the absolute and final judgement of the Chairman of the Meeting. In such later case, the Shareholders present at the registered office of the Company on November 28th, 1997, at 11.00 a.m., will be duly informed of the exact venue of the Meeting, which will then start at 12.00 a.m.

For further information, Shareholders are invited to contact their nearest TEMPLETON office:

Edingburgh

Tel: Toll-free from U.K. 0800 305 306, International (44) 131 469 4000

Fax: (44) 131 228 4506

Frankfurt
Tel: (49) 69 272 23 272
Fax: (49) 69 272 23 120
Hong Kong
Tel: (852) 2877 7733
Fax: (852) 2877 5401
Luxembourg
Tel: (352) 46 66 67 212
Fax: (352) 22 21 60

II (04146/755/51)

The Board of Directors.

EMOSA INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 38.672.

Nous vous prions de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

de la société qui se tiendra le vendredi, 28 novembre 1997 à 10.00 heures au siège social de la société et avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du conseil d'administration;
2. Rapport du commissaire aux comptes;
3. Discussion et approbation du bilan au 31 décembre 1995 et au 31 décembre 1996;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes;
5. Démission des administrateurs et élection de nouveaux administrateurs;
6. Démission du commissaire aux comptes et élection d'un nouveau commissaire aux comptes;
7. Dénonciation du siège social et transfert du siège social de la société;
8. Divers.

II (04157/317/19)

Un mandataire.

VARIUS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable de Droit Luxembourgeois.

Siège social: Luxembourg, 7, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 30.661.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués par la présente à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le vendredi 28 novembre 1997 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration;
2. Rapport du Réviseur d'Entreprises;
3. Examen et approbation des comptes annuels au 30 septembre 1997;
4. Décharge à donner aux Administrateurs;
5. Affectation du résultat;
6. Nominations statutaires;
7. Divers.

Pour pouvoir assister à l'assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs actions cinq jours francs avant la date fixée pour l'assemblée.

II (04178/755/20)

Le Conseil d'Administration.

RENTE PLUS, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.
R. C. Luxembourg B 24.490.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra vendredi le 28 novembre 1997 à 9.00 heures au siège social de la société aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant afin de discuter le projet de fusion de la société RENTE PLUS, SICAV, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et la société MAESTRO, SICAV, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg inscrite auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg sous le numéro 26.577:

Ordre du jour:

1. Approuver les rapports du Conseil d'Administration conformément à l'article 265 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
2. Approuver l'exposé et le rapport des réviseurs d'entreprises nommés par le Conseil d'Administration, prévus à l'article 266 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
3. Constaté l'accomplissement de toutes les formalités prévues à l'article 267 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
4. Approuver le projet de fusion tel que publié au Mémorial du 17 novembre 1997.
5. Décharger les administrateurs et les commissaires aux comptes pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'à la date effective de la fusion (1^{er} janvier 1998).
6. Indiquer l'endroit où seront conservés les documents sociaux pendant le délai légal.
7. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Extraordinaire, les actionnaires des actions au porteur devront déposer leurs certificats d'action au porteur sept jours ouvrables avant la date de l'Assemblée au siège social de la SICAV ou au siège social de la CGER BANQUE S.A., 48, rue du Fossé-au-Loup, B-1000 Bruxelles.

Les procurations devront être déposées également sept jours ouvrables avant l'Assemblée Générale Extraordinaire, soit au siège social de la SICAV, soit au siège social de la CGER BANQUE S.A.

Le projet de fusion ainsi que le rapport des administrateurs et des réviseurs d'entreprises sont disponibles pour inspection au siège social de la Société à Luxembourg ou au siège social de la CGER BANQUE S.A. en Belgique.

II (04198/000/33)

Pour le Conseil d'Administration.

MAESTRO, SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 12-16, avenue Monterey.

R. C. Luxembourg B 26.577.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra vendredi le 28 novembre 1997 à 10.00 heures au siège social de la société aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant afin de discuter le projet de fusion de la société MAESTRO, SICAV, une société d'investissement à capital variable ayant son siège social aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg et la société RENTE PLUS, SICAV, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social aux 12-16, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg inscrite auprès du Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg sous le numéro 24.490:

Ordre du jour:

1. Approuver les rapports du Conseil d'Administration conformément à l'article 265 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
2. Approuver l'exposé et le rapport des réviseurs d'entreprises nommés par le Conseil d'Administration, prévus à l'article 266 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
3. Constaté l'accomplissement de toutes les formalités prévues à l'article 267 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales.
4. Approuver le projet de fusion tel que publié au Mémorial du 17 novembre 1997.
5. Divers.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée Générale Extraordinaire, les actionnaires des actions au porteur devront déposer leurs certificats d'action au porteur sept jours ouvrables avant la date de l'Assemblée au siège social de la SICAV ou au siège social de la CGER BANQUE S.A., 48, rue du Fossé-au-Loup, B-1000 Bruxelles.

Les procurations devront être déposées également sept jours ouvrables avant l'Assemblée Générale Extraordinaire, soit au siège social de la SICAV, soit au siège social de la CGER BANQUE S.A.

Le projet de fusion ainsi que le rapport des administrateurs et des réviseurs d'entreprises sont disponibles pour inspection au siège social de la Société à Luxembourg ou au siège social de la CGER BANQUE S.A. en Belgique.

II (04199/000/30)

Pour le Conseil d'Administration.